Palimpseste

sciences · humanités · sociétés recherche à l'université rennes 2

numéro 11

printemps-été 2024



Les temporalités événementielles



Éditorial

Bruno Élisabeth, rédacteur en chef Vice-président Culture et documentation

Les temporalités événementielles

2024, comme chaque année, nous apporte son lot d'événements. Un bref examen de nos calendriers et agendas suffit à constater que nos temporalités sont copieusement ponctuées par une multitude de festivals culturels (Avignon pour le théâtre, Cannes pour le cinéma, Angoulême pour la bande dessinée, Arles pour la photographie, Vieilles Charrues et Trans-Musicales pour les musiques actuelles, Festival interceltique pour les musiques traditionnelles...), par autant de rencontres sportives nationales et internationales (Jeux olympiques et paralympiques, Euro et Mondial de football, internationaux de tennis de Roland-Garros, Tour de France cycliste...), par un nombre variable de commémorations historiques (80e anniversaire du débarquement de Normandie...), par de marquantes inaugurations (réouverture de la cathédrale Notre-Dame de Paris...), quand elles ne doivent pas se plier à l'épreuve des salons professionnels (foire internationale d'art contemporain Paris+, salon de l'agriculture, salon international de l'aéronautique et de l'espace - Le Bourget, Mondial de l'automobile...), à moins que, en guise de récompenses, elles ne nous offrent quelques divertissantes célébrations (Fête de la musique, carnaval de Dunkerque...). C'est à ces événements à caractères volontaires, planifiés, d'origines humaines, que les auteurs de ce numéro de Palimpseste se sont appliqués à s'intéresser.

Il convient tout d'abord de bien les distinguer des événements involontaires, contingents, impondérables, telles que les catastrophes naturelles ou les accidents techniques majeurs. Les moments qui nous intéressent ici sont plus particulièrement de natures sportives, culturelles et commémoratives. Ils organisent et imposent des modalités de rupture dans la linéarité temporelle, dotent ces périodes d'un caractère extraordinaire. Ils peuvent en effet avoir des répercussions de natures sociales, politiques, économiques, environnementales, positives ou négatives, matérielles ou immatérielles qui vont lui subsister et s'inscrire plus ou moins durablement. Ces effets et conséquences ne sont pas toujours évidents à cerner, à définir et à mesurer. Si Palimpseste n'a aucunement vocation à répondre servilement à l'actualité, ce numéro 11 propose, néanmoins, dans un rapport attentif des sciences humaines et sociales aux faits de société, d'examiner l'événement sous l'angle de sa mise en récit et en mémoire à travers sa diffusion, ses effets et controverses. Les pages qui suivent articulent donc quelques pas de côtés scientifiques et problématiques, affirmant en cela l'utilité de la science pour rendre compte, déconstruire et ainsi mieux comprendre l'actualité événementielle bouillonnante de l'année en cours.

EN COUVERTURE: Les Jeux olympiques vus par Banksy, un tag photographié à Londres, le 20 août 2012. © Rob Zand/Flickr

Sommaire

DOSSIER

- **6** Introduction Hugo Bourbillères
- **9** Euro 2016, Paris 2024: comment les noms propres reflètent la temporalité des événements sportifs cycliques *Manon Philippe*
- 12 L'événement sportif, objet et sujet de scandales médiatiques. Analyse sociologique de l'affaire Rubiales Pim Verschuuren et Noemi Garcia Arjona
- 16 Dépasser les frontières des Jeux. Étude de cas des effets de l'événement hors des territoires d'accueil Marie Catelain et Mathys Viersac
- 20 Entretien avec Sébastien Ségas : l'événementialisation des spectacles sportifs. Analyseur des nouvelles temporalités de l'action publique locale en régime mondialisé Hugo Bourbillères et Benoît Feildel
- **25** Valmy: bataille pour une mémoire *Élise Meyer*

DOSSIER

- **29** Au retour de la Biennale de Paris (1959-1985): enjeux critiques et historiques de l'étude d'un cycle de manifestations *Marie Tchernia-Blanchard*
- **33** Faire festival à l'université. Du projet pédagogique à l'événement culturel : le festival Transversales *Gaëlle Debeaux*

VARIA

- **39** Le portugais à l'Université Rennes 2 : histoire de l'évolution d'une discipline *Luciane Boganika*
- **43** Sphères et transferts. Premier séminaire inter-équipes de l'UFR Langues Fanny Hervé-Pécot, Yann Verney et Franck Barbin

Introduction

Hugo Bourbillères*

L'année 2024 est marquée par l'accueil en France de l'événement planifié le plus médiatisé au monde : les Jeux olympiques et paralympiques 2024. Il se dessine déjà comme un fait social qui s'impose à de nombreux aspects de la vie en société (transports, énergie, bâtiment, environnement, économie, tourisme, santé publique, etc.) et partant, ambitionne de laisser un héritage économique, social et environnemental durable. Or, la littérature académique s'interroge sur la substantialité de ces effets - voir Feddersen et Maennig (2012) pour l'emploi ; Baade et Matheson (2016) ou Bouvet (2013) pour les retombées économiques ; Weed et al. (2015) pour le développement de la pratique sportive - et invite plutôt à la contextualisation (Charrier et Jourdan, 2019) et à la prudence (Horne et Manzenreiter, 2006). Par exemple, les effets concrets des scènes de liesses observées suite aux bons résultats de l'équipe de France de football lors du récent Mondial pourtant très controversé au Qatar, conviennent d'être nuancés de deux manières : d'une part, ils semblent très éphémères, d'autre part, ces moments de communion identitaires peuvent aussi être source de repli et de sentiment d'exclusion dans certains territoires (Broudehoux, 2018). De la même manière, les études d'impact économique qui font généralement partie de la rhétorique légitimatrice de ces événements ne distinguent pas les gagnants et les perdants car elles mesurent simplement s'il y a un gain monétaire (Preuss, 2009). La redistribution des ressources dans une région est souvent socialement injuste, ne profitant pas équitablement à l'ensemble des groupes sociaux (Horne and Manzenreiter, 2006). Il apparaît ainsi impossible de statuer sur un héritage positif ou négatif des Jeux, car il est généralement les deux à la fois, en fonction des parties prenantes considérées et des espaces retenus dans l'étude.

Face à cette complexité empiriquement démontrée, les Jeux font pourtant l'objet de nombreuses croyances dans l'espace public. Nous l'expliquons de trois manières. D'abord, le support événementiel dispose par essence d'un potentiel d'attractivité médiatique sans équivalent, qui le rend propice à une synergie des attentions et des enthousiasmes. Ensuite, les « valeurs du sport » mises en scène - et leurs bienfaits postulés - sont généralement perçues comme intrinsèquement positives car universelles. La troisième raison est d'ordre axiologique : ce type d'événement est presque toujours organisé dans des sociétés dont les gouvernements sont animés par des idéologies pro-croissance, et où l'on considère par conséquent que les intérêts des entreprises sont toujours assimilés au bien commun. Il parait donc logique que ces événements, portés par de larges coalitions d'acteurs, puissent être assimilés à l'intérêt général. Pourtant, la littérature scientifique s'attache à discuter voire à déconstruire l'idée d'un héritage par nature positif. Un double consensus apparaît autour de l'idée suivante : un grand événement sportif n'a pas d'effet intrinsèque positif sur son territoire hôte ; l'impact est produit par les acteurs. Une volonté politique doit donc être incarnée sur le temps long, car ce sont les ressources engagées en amont et pendant les Jeux qui créeront son impact en aval. Autrement dit, l'événement n'aura de sens qu'en étant pensé et mis en acte dans un nouveau régime de temporalités.

^{*}Maître de conférences en STAPS, membre de l'UR Valeurs, Innovations, Politiques, Socialisations et Sports (VIPS²), chargé de mission « Sports et Jeux olympiques & paralympiques 2024».

Appréhender les subtilités théoriques de l'événement pour questionner les temporalités

Ambitionnant de dépasser l'actualité olympique et le bruit médiatique qui l'impose dans l'espace public, ce numéro de *Palimpseste* questionne justement les différents ressorts à l'œuvre dans les temporalités événementielles. Pour ce faire, il convient d'abord d'inscrire l'événement et son sens - y compris ses controverses - dans un domaine de connaissance scientifique. Pour n'en citer que quelques-uns : la philosophie y verra un fragment temporel avec un début et une fin ; la sociologie étudiera des espaces de liminalité (Chalip, 2006) et des phénomènes qui perturbent l'ordre social, mettant en lumière des conflits (Durkheim, 1897) ou des dynamiques sociales (Weber, 1905); la psychologie l'abordera comme une occurrence ou un ensemble d'incidents spécifiques qui ont un impact sur le comportement, l'émotion, la cognition ou le développement des individus ; la géographie analysera l'événement comme une composante spatiale (Gravari-Barbas, 2009) via l'étude des rapports qu'il suscite entre les groupes sociaux et les lieux (Di Méo, 2004) ; le juriste distinguera les événements de force majeure, le fait de la victime et le fait d'un tiers ; les historiens appréhenderont l'événement comme un fragment de réalité perçue, inscrit dans le temps et mis en partage dont l'enjeu sera de saisir l'existence éclatée (Farge, 2002) pour en comprendre la portée, le sens et la mise en mémoire. Il convient donc de comprendre l'événement avec l'humilité nécessaire au respect de cette complexité conceptuelle.

S'il s'avère ensuite nécessaire de distinguer plus généralement l'événement volontaire (ou planifié) d'origine humaine de l'événement involontaire (ou contingent) d'origine non humaine (raz de marée, éruptions volcaniques), il semble toutefois possible d'identifier des étapes processuelles analogues. D'abord, on trouve une rupture dans le cours des choses plus ou moins éphémère (le séisme au Maroc le vendredi 8 septembre ; l'organisation de la Coupe du monde féminine de football trois semaines durant). Apparaît ensuite – et parfois de manière concomitante – une focalisation des attentions (la médiatisation engendre une mise en récit de l'événement dont l'effroi et l'identification sont les principaux moteurs d'audience) ou des enthousiasmes (trois millions de personnes suivent la finale de la coupe du monde) du fait de son caractère « hors du commun ». Enfin, il engendre des effets heureux ou malheureux, matériels ou immatériels, qui vont lui subsister (pour le premier : à court terme, une urgence humanitaire et à long terme, reconstruction matérielle et résilience ; pour le second, médiatisation du football féminin).

Toutefois, ces étapes ne sont pas toujours aisées à circonscrire du fait d'un enchevêtrement de temporalités et de facteurs contingents. L'événement n'est pas toujours porteur de signification ou de transformation durable pour toutes et tous, comme les Jeux olympiques l'illustrent. Il s'avère cependant être un objet d'étude intéressant en ce qu'il modifie,

au moins temporairement, les équilibres établis. Envisagé comme un catalyseur de changement, il génère une situation de malléabilité des relations à même de reconfigurer des systèmes et/ou de renseigner des situations qui s'avéreraient absconses ou fermées en son absence. Il permet ainsi d'éclairer de nouvelles relations ou de renseigner les mécanismes d'une potentielle recomposition organisationnelle ou territoriale. Toutefois, cet intérêt heuristique a un prix. Il suscite d'abord des questions d'ordre épistémologique complexe, dans la mesure où il s'établit généralement dans le champ des émotions et qu'il se confronte souvent à des (re) constructions médiatiques et narratives. Ensuite, parce qu'il s'insère dans un enchevêtrement de variables contextuelles, il reste difficile à interpréter. Par exemple, l'identification de la substantialité d'un lien de causalité entre un effet social ou économique et un événement sportif ou culturel reste un verrou scientifique difficilement dépassable. Enfin et surtout, parce que sa définition reste particulièrement débattue en sciences humaines et sociales. Quand certains y voient un moment singulier et imprévisible, d'autres insistent sur son caractère irrémédiablement construit et interprété. De cette mise en tension découleront nombre de questions de recherche stimulantes en sciences humaines et sociales, dont nous ne présentons ici qu'un bref aperçu : comment les récits façonnent-ils notre vision du temps et des événements et qu'en reste-il dans la mémoire collective? Par quels mécanismes les controverses apparaissent-elles en contexte événementiel et influencent-elles nos sociétés et/ou rétroagissent-elles sur l'événement lui-même? Comment circonscrire d'un point de vue méthodologique les effets matériels et immatériels d'un événement dans un contexte donné ? L'événement est-il un prisme d'analyse propice à la compréhension de processus sociétaux plus globaux et si oui, que nous indique-t-il?

Puisqu'il a une durée allant bien au-delà de la simple temporalité de son déroulement, un événement ne peut se définir qu'à l'intérieur d'un système complexe de temporalités. La consubstantialité des notions « temporalité/événement » offre une approche potentiellement féconde pour comprendre son rôle, sa signification et les effets plus ou moins durables qu'il engendre sur les territoires, les organisations et les individus. Ce numéro, en traitant la thématique de l'événement au prisme des temporalités qui le jalonnent, propose de faire les pas de côtés indispensables à la compréhension de cet objet d'étude stimulant.

Euro 2016, Paris 2024 : comment les noms propres reflètent la temporalité des événements sportifs cycliques

Manon Philippe*

Comment faire pour parler d'un événement sportif qui, tout en restant par essence le même, est voué à se reproduire selon des modalités similaires mais jamais exactement identiques? Comment réconcilier la diversité des éditions singulières avec l'unicité sous-jacente à l'événement qu'elles réactualisent à chaque fois? C'est la raison d'être du nom propre d'événement sportif.

Noms propres et rapport au monde : personnes, espace... et temps

Quand on pense aux noms propres, la première chose qui vient à l'esprit est invariablement le prénom/nom de famille donné à des personnes (Renée, Eliott), ou à leurs animaux de compagnie (Sam, Mistigri, Chouki). L'instant d'après, c'est au tour des noms de ville (Rennes), pays (France), État (Wisconsin), d'une rivière (Aa) ou d'une planète (Venus), ou encore le nom d'instances ou d'objets organisant la vie en société (Rennes 2, FBI, ONU, (Palais de) l'Élysée) ou servant de repères spatiaux ou culturels (Parc du Thabor, Statue of Liberty, Musée des Arts et Métiers) de notre communauté.

Ce n'est pas un hasard si ce sont ces noms de personnes principalement, puis de lieux, que l'on cite en premier : ce sont les premiers que l'enfant retient dans son apprentissage de sa langue maternelle, et les plus fréquemment recensés dans les recherches onomastiques¹. Le nom propre est un outil crucial au service de notre rapport au monde, qui permet de repérer notre place vis-à-vis des autres de manière directe (relations entre individus) et indirecte (place au sein des lieux communs aux individus). Connaitre un nom propre, le reconnaitre, c'est accepter que son porteur ait une place dans la société à laquelle on appartient. De la sorte, le nom propre aide à la construction d'« objets

sociaux »², des entités permettant, dans un certain contexte, de regrouper les individus en vertu d'une visée collective et d'en conserver la mémoire.

C'est ainsi qu'on en arrive aux noms propres temporels, des noms qui organisent, ou rythment, la vie sociale en fonction de points de repère uniques, multiples ou cycliques³: les noms de jour ou de mois en anglais (Tuesday, March), les « noms » d'année (2024, Year of the Monkey), les noms de guerre et attaques (Civil War, WW2, Seconde guerre mondiale, 3 de Mayo, 9/11), les noms de fêtes ou commémorations (Noël, Nouvel An, Easter, Guy Fawkes Day), mais aussi, entre autres, les noms d'événements sportifs (les 24 Heures du Mans, l'Euro 2016, the Olympics/the Olympic games/les JO (d'été)(de Paris)(de 2024)/Paris 2024). Les noms propres événementiels désignent ces réalités correspondant à un temps fort (et identifié) de l'histoire collective, un point de repère réunissant tout ou partie de la communauté au sein de l'espace social, comme les rencontres sportives à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale.

Paris 2024, Euro 2016 : une temporalité événementielle essentiellement... spatiale

Le terme « d'espace » social est parlant : notre rapport au monde, à travers les individus qui le composent ou les événements (temporels, donc) qui l'organisent, passe automatiquement, de manière directe ou indirecte, presque inaperçue tellement ça nous est devenu évident, par une grille de lecture spatiale. Cette grille de lecture en vient

^{*} Maîtresse de conférences en linguistique anglaise, membre de l'UR Anglophonie: communautés, écritures (ACE).

Le pluriel dans un nom propre d'événement sportif implique un potentiel de regroupement physique, concret, et spatial qui mène logiquement à sa récurrence temporelle, dans les sociétés où les rassemblements sont régulés.

même, parfois, à imposer son propre lexique aux événements d'abord envisagés comme temporels : on parle du *Vietnam*, du *Bataclan*, du *Vél d'Hiv*, de *Woodstock*, pour parler d'événements <u>historiques</u> uniques (une guerre, une attaque, un massacre, un festival/mouvement à tel endroit à tel moment par et envers telles et telles personnes), qui sont essentiels à la mémoire et à la construction de la communauté, mais pour ce faire, on emploie non pas des noms de temps, mais des noms de lieux⁴. On retrouve aussi ce recours à l'espace dans la dénomination des événements institutionnels cycliques, notamment les rencontres sportives. Pourquoi ?

L'espace est le seul paramètre dont l'individu puisse faire l'expérience directe : une personne, ou un objet, occupe une portion d'espace qu'une autre personne ou un autre objet n'occupe pas en même temps. L'expérience du temps, elle, est beaucoup plus abstraite, et médiée : elle suppose de faire une relation entre deux états d'un individu qui ne peuvent pas être accessibles simultanément - l'espace aide à concevoir ce lien. Le rapport de l'individu à l'espace et au temps est asymétrique : on ne peut donc pas, même si l'idée est tentante, se représenter les interactions entre espace et temps comme un graphique mathématique où l'espace serait sur l'axe des abscisses et le temps sur l'axe des ordonnées. En fait, le temps emprunte à l'espace son mode de représentation, et les deux peuvent se combiner pour une représentation en une seule dimension⁵. Ceci explique la représentation occidentale d'une ligne (horizontale) du temps, les différentes métaphores conceptuelles où les jours sont « à venir » (mouvement spatial), « s'écoulent » (concrétude d'un grain de sable qui occupe une portion d'espace), etc., mais aussi de l'organisation « spatialisée » des unités

temporelles : les unités de temps sont organisées par inclusion dans des unités plus grandes (jours dans semaines dans mois dans années dans décennies dans siècles, etc.) et certaines unités linguistiques sont définies par leur sens « positionnel », les unes par rapport aux autres. Ainsi, *Tuesday* (« mardi ») est un terme dit « calendaire positionnel » car il signale une logique d'organisation institutionnelle des jours en semaine (« calendaire ») et indique la 2° position dans cette semaine⁶.

Les noms propres d'événements sportifs reflètent cette organisation calendaire positionnelle : on sait par exemple que l'Euro et les Jeux olympiques se tiennent tous les quatre ans, que les 24 Heures du Mans se tiennent tous les ans, qu'on peut en compter les éditions (respectivement, 17e, 33e et 92e édition en 2024), et qu'ils occupent donc une place dans le paysage (« calendrier ») socioculturel de la communauté, en tant qu'événements institutionnellement reconnus, commémorés ou annoncés : on sait ainsi déjà quand (et où) se tiendront les prochaines éditions. Le nom-même de l'événement va souvent porter la trace d'une position sur la ligne du temps, et donc, de sa position par rapport aux autres événements pertinents dans la communauté : dans Rio 2016 et Paris 2024, l'année indique une position dans un cadre temporel qui dépasse les années, l'événement ayant lieu dans certains cas depuis plusieurs siècles. Mais la mention d'une année ne permet pas d'en déduire la périodicité exacte de l'événement, et n'est donc pas suffisante, seule, à signaler le caractère cyclique de l'événement, qu'il ne s'agit pas d'un événement unique mais voué à se répéter au sein de la case temporelle qui lui a été assignée.

Certains noms d'événements sportifs préfèrent ainsi expliciter la périodicité (NHRA Summernationals : chaque été ; la fréquence semble plus souvent présente dans les noms d'événements artistiques : la Biennale de Venise), ou la position au sein des éditions de l'événement cyclique (les XXXIIIe Jeux olympiques d'été), plutôt que la position absolue de l'événement par rapport au temps non sportif, comme le ferait une date ; ou bien le nom contient une unité lexicale qui suppose indirectement une récurrence : une coupe (World Cup) ou un titre (English Football League Championship) doit être remis en jeu, une récompense (Grand Prix de Monaco) sert à encourager l'activité en question et vise donc la perpétuation sur le moyen-long terme. Mais alors, comment comprend-on que les 24h Heures du Mans, the Olympics/Olympic Games, Euro 2016 ou Paris 2024 ne correspondent pas à des événements uniques mais cycliques, eux qui ne comportent pas ces éléments de récurrence? La réponse tient à nouveau, et à plusieurs niveaux, à l'apport d'éléments spatiaux. Le nom d'événement sportif, conceptualisé sur le mode spatial, ne peut ainsi s'affranchir de l'espace dans l'expression même de sa cyclicité temporelle.

Noms propres d'événement sportif et spatialisation unificatrice à travers le temps

Le premier indice spatial est aussi le plus évident : les noms temporels qui contiennent une mention de lieu ou d'échelle géographique, alliée ou non à un élément temporel de durée/fréquence ou bien associée à une institution (*les 24 Heures du Mans*; *NHRA Summernationals*) : la ville ou l'échelle nationale oriente vers une interprétation institutionnelle, car puisque le temps (24h) ne s'écoule pas plus vite ou lentement au Mans, c'est qu'il s'agit d'un événement se tenant au Mans où la durée de 24 heures est pertinente ; la mention de l'échelle nationale et d'un acronyme d'organisme (*NHRA*) suggère un événement organisé – et ce qui est (bien) organisé, et réussi, se répète.

Le second type d'indice spatial vient en appui du premier, et repose sur la syntaxe plutôt que sur le lexique : l'emploi d'un nom propre, très souvent en français, dans de nombreux cas en anglais, s'accompagne d'un article défini (le, la, les; the) dont le but est de montrer le caractère connu, déjà présenté, de la chose à laquelle on fait référence. Ces articles, dans les noms propres, sont porteurs d'un fléchage culturel (on montre quelque chose qui a une place), qui permet d'asseoir l'événement au sein des références incontournables de la communauté. Cet emploi peut être doublé de l'usage d'une forme plurielle qui, elle aussi, a tout d'un indice spatial. Le pluriel sur the Olympics ou les 24 Heures du Mans sert tour à tour à signaler la pluralité des heures de l'événement, des épreuves, des participants, mais aussi des éditions de l'événement. L'ambiguïté est de mise, et il n'est pas impossible que les interprétations se cumulent. Le pluriel dans un nom propre d'événement sportif implique un potentiel de regroupement physique, concret, et spatial qui mène logiquement à sa récurrence temporelle, dans les sociétés où les rassemblements sont régulés.

Enfin, cette spatialisation du temporel se reproduit aussi dans l'ordre des unités au sein du nom d'événement sportif, où sont associés directement, sans préposition, un mot désignant l'événement et une date : Euro 2016, la Coupe du monde de rugby à XV 2015. La forme est iconique du sens, c'est-à-dire qu'elle reproduit, par l'ordre des mots, la manière dont on conçoit l'événement, et sert à créer ce sens spécialisé d'événement cyclique à édition particulière : Euro 2016 part de Euro, l'événement « essentiel », le socle stable, celui dont on peut énoncer les règles, qui a un historique, des fondateurs, etc., et qui, de plus, suppose l'échelle géographique de l'Europe, tandis que ce qui arrive à droite, ou « après », 2016, ne représente plus seulement la date à laquelle l'événement a lieu (ce que the 2016 Euro ou l'Euro de 2016 signifient, en revanche) mais

l'édition particulière d'un événement plus grand, cyclique, englobant d'autres éditions. Ainsi, le nom propre d'événement sportif cyclique reproduit, dans l'espace qu'il occupe linguistiquement, les étapes permettant d'exprimer la temporalité de l'événement qu'il représente. Grâce au processus métonymique, le lieu où se tient l'événement peut remplacer le nom de l'événement (Roland Garros 2023) et conserver localisation (par la mention de la date) et cyclicité (par la structure [lieu date] réservée). Cette structure en [lieu date] est celle qui s'est graduellement imposée pour renvoyer aux Jeux olympiques : Mexico 1968, Rio 2016, London 2012, (les Jeux de) Paris 2024. Nous y voyons là un nouveau signe d'iconicité, où la forme préférée du nom de l'événement sportif est celle qui multiplie les lieux associés à chaque édition, reflétant ainsi une caractéristique définitoire des Jeux - événement millénaire, parfaitement établi, qu'il n'est (presque) plus besoin de nommer autrement que par ses éditions pour le reconnaitre. Nous voyons ainsi dans la forme du nom propre d'événement sportif la traduction d'une conception unifiée de l'événement à travers toutes ses éditions, dont chacune, tout en se démarquant des précédentes, doit pourtant s'inscrire parfaitement à l'intérieur du cadre et de la logique cyclique de l'événement qu'elle représente.

Notes de l'article

- 1 J. Anderson, *The Grammar of Names*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- 2 M. Lecolle, « Noms propres institutionnels : référence individuelle et référence collective ». Actes del XXIV Congrés Internacional d'ICOS sobre Ciències Onomàstiques, Generalitat de Cataluny, 2014, p. 177-188.
- **3** D. Van De Velde, «Existe-t-il des noms propres de temps?», *RES: Anthropology and Aesthetics*, 34, 1, 1998, p. 205–211.
- 4 On pourrait parler de toponymes événementiels pour ces noms, à la suite de Calabrese-Steimberg (2009), dont l'étude porte sur les noms d'événements historico-médiatiques et non sur les noms propres renvoyant à des événements historiques ou institutionnellement reconnus comme les événements sportifs. L. Calabrese-Steimberg, «Nom propre et dénomination évènementielle: quelles différences en langue et en discours?», *Corela* [En ligne], 7-1, 2009.
- **5** P. Cotte, La motivation dans la langue. Recherches en linguistique anglaise. 1. Syntaxe: motivation et genèse, Paris, Sorbonne Université Presses, 2023, p. 174-175.
- **6** C. Fillmore, *Lectures on Deixis 1971*, Bloomington, Indiana: I.U. Linguistics Club, 1975.



L'équipe d'Espagne remporte la Coupe du monde féminine de football, le 20 août 2023.



Manifestation #SeAcabo, en réaction au scandale Rubiales, à La Corogne (Espagne), le 28 août 2023.

L'événement sportif, objet et sujet de scandales médiatiques

Analyse sociologique de l'affaire Rubiales

Pim Verschuuren et Noemi Garcia-Arjona*

Le baiser forcé du président de la fédération espagnole de football à l'encontre d'une joueuse, diffusé en direct lors de la finale de la Coupe du monde féminine de football en août 2023, a déclenché un scandale médiatique en Espagne et à l'échelle internationale. L'analyse de l'événement, du processus de scandalisation et du contexte socio-culturel témoignent de l'évolution normative, des rapports de forces et des cultures médiatiques de dénonciation qui caractérisent nos sociétés.

Le dimanche 20 août 2023, la Coupe du monde de football féminin s'achève avec la victoire de l'équipe d'Espagne contre l'Angleterre en finale. La cérémonie de remise des trophées, diffusée en direct dans le monde entier, couronne aussi le succès d'une compétition particulièrement médiatisée, sur fond de montée en puissance du sport féminin à l'échelle mondiale : alors que sa pratique se démocratise, les compétitions officielles tendent à se professionnaliser en parallèle de leur popularité croissante (Culvin et Bowes, 2023). Les images de la remise de médailles montrent alors le président de la fédération de football espagnole (RFEF), Luis Rubiales, embrasser sur la bouche l'une des joueuses espagnoles, Jennifer Hermoso. En quelques heures, à mesure que le public réalise qu'il s'agit d'un baiser non-consensuel, fait par surprise, un scandale médiatique s'ouvre en Espagne et au-delà. Il conduira, après plusieurs semaines d'indignations et de rebondissements, à la suspension du président puis à l'ouverture d'un procès à son encontre.

Si une combinaison de facteurs a permis d'aboutir à ces sanctions (citons le rejet du sexisme par une part active de la société espagnole, le déni et l'agressivité du responsable en question ou l'ampleur internationale de la dénonciation), la scandalisation a été particulièrement nourrie par la posture ambigüe et changeante d'une partie des représentants et institutions du sport au fur et à mesure de l'évolution de l'affaire.

En accord avec une tradition sociologique qui définit le scandale comme « une contradiction devenue publique et visible de tous : c'est un fait public, troublant et contradictoire, qui met un obstacle à la croyance collective et sème par là même la dissension »1, et l'analyse comme un fait social résultant d'un contexte socio-culturel et politique spécifique, de stratégies d'acteurs et d'un processus de scandalisation erratique et imprévisible (Rayner, Thétaz et Voutat, 2016; de Blic et Lemieux, 2005), nous souhaitons ici revenir sur le déroulé des faits afin de mieux comprendre le contexte sociétal dans lequel ils s'inscrivent et en expliquer les conséquences. Pourquoi la dénonciation de Rubiales fonctionne-t-elle lors de cet événement alors que des accusations de harcèlement à son encontre avaient déjà été publiées les années précédentes? Quels ont été les ressorts et les étapes de ce processus de scandalisation?

L'analyse documentaire, focalisée sur les archives des premiers quotidiens nationaux espagnols et français en termes de vente (*El País* et *Le Monde*) et des premiers quotidiens sportifs (*Marca* et *L'Équipe*) entre le 15 août 2023 et le 15 janvier 2024, souligne une conjonction de facteurs-clés dans la scandalisation autour de l'événement du 20 août.

Le déni face à la mobilisation générale

Dès les premières heures qui ont suivi le baiser forcé, la polémique se caractérise par le déni du coupable face à la vague d'indignation. Malgré un message de la joueuse sur Instagram devenu viral face aux réactions médiatiques : « Ça ne m'a pas plu, mais qu'est-ce que je pouvais faire ? », des déclarations attribuées à Hermoso et diffusées par la RFEF (*Real*

^{*} Maîtres de conférences en sociologie et management du sport, membres de l'UR Valeurs, innovations, politiques, socialisations et sports (VIPS²).

Le mouvement #SeAcabo (« c'est fini ») : un #MeToo qui dépasse l'événement sportif

Vendredi 25 août 2023, après-midi. Lors de l'AG extraordinaire de la RFEF, Luis Rubiales déclare ne pas quitter le poste de président. En réaction, les championnes du monde postent sur leurs réseaux sociaux leur indignation et apportent leur soutien inconditionnel à Jennifer Hermoso. La footballeuse et membre de la sélection Alexia Putellas, trois fois ballon d'or, exprime son malheur à travers un tweet qui devient viral : « C'est inacceptable. C'est fini. Avec toi, coéquipière @JenniHermoso ». Le soutien de la communauté virtuelle s'élargit au-delà du monde sportif et du contexte espagnol et trouve son écho rapidement sur la scène internationale : le hashtag #SeAcabo est repris à l'échelle mondiale. Lundi 28 août, une manifestation de centaines de personnes dans les rues de Madrid s'approprie le slogan et exige des mesures exemplaires. De leur côté, les 23 championnes du monde et 58 autres joueuses réclament des mesures à la RFEF et annoncent une grève indéfinie, ne voulant faire partie de la sélection qu'à la condition d'un changement structurel au sein de la fédération.

Federación Española de Fútbol) affirment que « ça a été un geste mutuel totalement spontané ». Elle dénoncera plus tard cette diffamation, mais Rubiales et la Fédération s'efforcent de défendre la thèse d'un baiser consenti. Le lendemain, lundi 21 août, Rubiales publie de maladroites « excuses » (« Ici [au sein de la fédération] personne n'a donné plus d'importance à l'affaire, mais dehors oui. Ce fut un moment d'effusion maximale, sans aucune mauvaise foi. ») qui nient la gravité du geste en question et laissent de côté la violence ressentie par la victime (« C'est un bécot [« baiser » très familier en espagnol] entre amis qui fêtent quelque chose, on n'est pas ici pour des conneries »). Ce positionnement, perçu comme insincère, alimente la polémique tout au long de cette première semaine, qui culmine sur une assemblée générale (AG) extraordinaire de la fédération espagnole annoncée le vendredi 25 août au soir. En opposition frontale avec les vagues d'indignations issues des réseaux sociaux, de la rue, de représentants politiques et sportifs, ou de médias qui annonçaient sa démission, l'AG met en scène la contre-réaction. Rubiales annonce qu'il ne démissionnera pas, s'en prend aux membres du gouvernement qui l'ont dénoncé et continue de justifier ses actes, déclamant un discours qui mobilise plusieurs mécanismes de déconstruction du féminisme, notamment en accusant Hermoso de mensonge et en la menaçant de poursuites. En soutien à Rubiales, les représentants des fédérations régionales condamnent, notamment dans le journal Marca, une « campagne médiatique excessive » contre une personne dont la gestion a été remarquable et qui

a, selon eux, joué un rôle majeur dans le développement du football féminin en Espagne. Cette AG du 25 août représente assurément un point de bascule du processus de scandalisation tant il exacerbe les indignations. Le déni et l'agressivité de Rubiales, mais aussi son impunité apparente, sont considérés comme symboliques des violences sexistes qui prévalent au sein du monde du football et plus largement, dans le sport et la société. Immédiatement après ces annonces, le hashstag #seacabo (« c'est fini »), lancé par la joueuse Alexia Putellas, devient viral et la répercussion internationale s'amplifie. Samedi 26 août, le Conseil des sports espagnols (CSD) ouvre une procédure légale contre Rubiales, avant que la FIFA via sa commission de discipline annonce l'ouverture d'une procédure disciplinaire et sa suspension pour 90 jours dans l'attente des résultats.

La pression combinée des pouvoirs politiques, sportifs et du public devenant insoutenable, les dirigeants sportifs qui soutenaient encore Rubiales le vendredi soir l'abandonnent finalement moins de trois jours plus tard. Le lundi 28 août, l'ensemble des organismes sportifs (CSD et gouvernement, présidents territoriaux des fédérations, le syndicat des joueurs, La Liga) s'unissent pour demander au président de présenter immédiatement sa démission. Poussé par l'exceptionnelle pression qui place son cas au centre de l'attention médiatique mondiale, Rubiales donne sa démission plusieurs jours plus tard, le dimanche 10 septembre. Finalement, tout au long de ces deux semaines, le déni et l'agressivité de Rubiales et de ses soutiens contribuent à une mobilisation multi-sectorielle qu'ils critiquent ouvertement. Discours de scandalisation et réaction de défense s'alimentent ainsi mutuellement.

Un contexte socio-culturel et politique favorable à la scandalisation

La forte médiatisation de la Coupe du monde et de la finale en Espagne est un premier élément de contexte important pour expliquer l'ampleur de la polémique. Cet événement avait été présenté et utilisé en amont comme un étendard de la défense de l'intégrité, la place et les droits des femmes dans le football et le sport. Symbole de cette cause, il se trouvait propice à l'éclatement de scandales en lien avec les violences sexistes, en particulier dans un pays marqué par la popularité du football féminin et son développement sur fond de tradition machiste.

En Espagne, peu avant l'affaire Rubiales, les revendications pour les droits des femmes au sein du mouvement sportif s'étaient matérialisées à travers la création du syndicat FutPro, à la fin de l'année 2021. Celui-ci a eu un rôle majeur dans l'affaire Rubiales. De difficiles négociations étaient en effet en cours avec la RFEF pour établir une nouvelle convention collective permettant de meilleures conditions de travail des joueuses de football. Ce contexte explique l'élan des joueuses de la sélection

nationale à entamer une grève et à provoquer l'arrêt de la compétition de ligue des clubs au début de septembre 2023. Finalement, sous la pression médiatique, un accord définitif avec la RFEF est conclu le 15 septembre, avec notamment une augmentation de 30 % du salaire minimum garanti. Le scandale, autant que la victoire en Coupe du monde, aura ainsi joué un rôle important dans la professionnalisation du football féminin et la médiatisation de ces négociations (Moscoso-Sánchez, 2023).

Mais la force du scandale Rubiales tient à ce qu'il soit sorti du lit sportif. Le geste de Rubiales et son attitude irrévérencieuse ont touché la société espagnole et alimenté le débat politique et social national sur le sexisme et la lutte contre toutes les formes de violences. La loi dite « Sólo sí es sí » (« Seul un oui est un oui »), visant la réforme du code pénal sur le consentement sexuel, avait été adoptée en octobre 2022, et celle-ci avait déjà polarisé l'opinion publique et suscité une forte contre-réaction antiféministe. De même, la loi Trans², adoptée seulement deux mois plus tard, avait provoqué un clivage jusqu'au sein du mouvement de lutte des droits des femmes. Un certain consensus médiatique autour de l'affaire Rubiales, pourtant, s'est créé : la lutte transversale pour les droits des femmes, contre les violences sexuelles et l'abus de pouvoir face à la figure de Rubiales, et plus largement, face à un football espagnol accusé de machisme et de conservatisme, a pris le dessus. Ceci explique les prises de position dès le lundi 21 août de la part du gouvernement espagnol. Pedro Sanchez, chef du gouvernement, prit ainsi soin de s'en désolidariser lors de la réception organisée pour le retour de l'équipe et du personnel qui l'accompagne le mardi 22. Les déclarations de membres et représentants du gouvernement s'indignant du geste et appelant à la démission se sont succédées, tandis qu'en parallèle les poursuites pénales et administratives ont été rapidement ouvertes à l'encontre de Rubiales. L'engagement du pouvoir politique témoigne de la résonance du scandale au sein de la société espagnole. En ce sens, le scandale Rubiales est le reflet des évolutions normatives à l'œuvre en Espagne, mettant à nu certaines lignes de fractures. Ainsi certains acteurs ont-ils joué un rôle ambigu, selon leurs liens avec Rubiales et la Fédération. Au-delà de la duplicité évidente des personnalités des institutions du football espagnol - qui ont retourné leur veste entre l'AG du vendredi 25 et l'abandon collectif du lundi 28 août -, la prise de position tardive et mesurée de la sélection masculine et de ses représentants a également été remarquée.

Mais en secouant l'opinion publique, en provoquant une mobilisation historique, le scandale a surtout mis la société espagnole « à l'épreuve » (de Blic et Lemieux, 2005). Il se pose désormais comme une référence, un point de bascule. La vague de changements à l'œuvre au sein de la fédération espagnole en faveur des joueuses et contre les violences sexistes et sexuelles souligne la « force instituante » (de Blic et Lemieux, 2005) du scandale. De même, l'image du football féminin en sort

changée durablement (Moscoso-Sánchez, 2023). Un élément contextuel déterminant supplémentaire dans le processus de scandalisation est son volet mondial. L'affaire aura fait la une des grands médias traditionnels occidentaux tout autant que des réseaux sociaux, rappelant que dans le sillage du vaste mouvement me too, une partie de la communauté internationale partage le combat contre les violences sexistes et l'inconsidération du sport féminin. Cette pression extérieure médiatique a cristallisé les prises de position en Espagne. De même, la décision de la FIFA d'ouvrir une procédure disciplinaire à l'encontre de Rubiales le 26 août, le suspendant provisoirement par la même occasion, a directement contribué au lâchage par les dirigeants régionaux. Ainsi le contexte de la Coupe du monde aurait-t-il joué un rôle dans la chute de Rubiales alors que ses frasques précédentes et les dénonciations à son encontre étaient restées sans conséquence.

Car il exacerbe à la fois la potentialité d'occurrence du scandale et sa capacité à engendrer des transformations sociales, le méga événement sportif se révèle un objet d'étude sociologique idéal. Le scandale va-t-il renforcer les valeurs transgressées ou au contraire exiger leur redéfinition? Quels rapports de forces politiques, économiques ou socio-culturels va-t-il révéler ou créer? Quels ajustements sociétaux va-t-il susciter? Que nous énonce-t-il sur les ressorts de dénonciation et de transformation, et plus largement sur la culture du scandale à l'œuvre dans le groupe social ? Au-delà des frontières espagnoles, le scandale Rubiales souligne aussi les contours d'une forme de communauté internationale, ou a minima d'espace médiatique international, que les méga événements sportifs réussissent à capter, ou plutôt créer, autour d'eux-mêmes. Cette forme de conscience collective à l'échelle mondiale est animée par des valeurs et représentations communes, mais aussi des modes d'expression et de dénonciations spécifiques qu'il convient également d'identifier et analyser.

Notes de l'article

- 1 D. De Blic et C. Lemieux, «Le scandale comme épreuve : éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, (3), 2005, p. 15.
- 2 Loi sur l'égalité réelle et effective pour les personnes transgenres et la garantie des droits des LGBTQI+, approuvée en décembre 2022.

Références bibliographiques

- A. Culvin et A. Bowes, «Introduction: Women's Football in a Global, Professional Era», dans *Women's Football in a Global, Professional Era*, Emerald Publishing Limited, 2023, p. 1-13.
- D. Moscoso-Sánchez, «¡Se acabó! La reivindicación histórica que marcó un antes y un después en el fútbol femenino español », *Sociología Del Deporte*, 4(2), 2023.
- H. Rayner, F. Thétaz, et B. Voutat, «L'indignation est-elle un ressort de la scandalisation? Le "scandale des fiches" en Suisse », Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale, 18(2), 2016.



Figure de surf lors des Wave Games 2018 à la pointe de La Torche.



Couverture de la plaquette de candidature de La Torche aux Jeux olympiques 2024.

Dépasser les frontières des Jeux

Étude de cas des effets de l'événement hors des territoires d'accueil

Marie Catelain* et Mathys Viersac**

Nous intéressant aux effets que produisent les Jeux olympiques et paralympiques sur les territoires, nous rendons compte ici des résultats d'une étude exploratoire sur la candidature bretonne de la Pointe de La Torche.

S'intéresser aux effets des grandes manifestations sportives revient souvent à jouer avec les échelles : comment l'organisation de compétitions à rayonnement mondial peut-elle affecter des communautés locales dont les préoccupations sont tout autres ? L'accueil des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) est confronté depuis les années 1950 à de tels questionnements. Si la notion d'héritage est aujourd'hui largement investie, peu de recherches se sont intéressées aux territoires non-hôtes. Le cas de la Pointe de La Torche, candidate à l'organisation d'épreuves olympiques en 2024, est éloquent.

La Torche se situe dans la baie d'Audierne, dans le Finistère. Elle représente un site (spot) de sports nautiques particulièrement prisé, faisant du surf une composante identitaire de son territoire. À ce titre, elle organise des compétitions d'envergure, telles que les Wave Games et les European Junior de la World Surf League. En 2019, le Pays bigouden sud s'intéresse à l'organisation d'autres épreuves de surf : celles des JOP de 2024, attribués en 2017 à la ville de Paris. Candidate, elle sera néanmoins défaite par Teahupo'o (Tahiti). Pourtant, la candidature envisageait de « développer un territoire littoral et rural dans le respect de son environnement naturel », « accélérer des projets d'envergure » ou encore « imaginer collectivement des solutions locales innovantes répondant [au] défi de la durabilité »1. S'il est conventionnel d'attribuer à une candidature une portée sociale, environnementale et politique, la véracité de ces retombées peut soulever des interrogations.

À partir d'entretiens auprès d'acteurs gravitant autour du surf (n=11) et d'une analyse d'articles de presse (n=119), cet article examine la manière dont l'échec de la candidature de La Torche n'est pas synonyme d'une absence d'héritage pour le territoire. Les résultats de cette enquête exploratoire seront développés après avoir retracé la dynamique des travaux académiques avec lesquels ils s'articulent.

Les effets des Jeux : un « nouveau » terrain de recherche

Dès la fin des années 1950, l'usage des termes d'impact et d'héritage affirmait un lien de causalité entre l'organisation des JOP et des retombées positives pour le territoire hôte. Progressivement, ces termes se sont ancrés dans la sémantique jusqu'à faire partie intégrante de la Charte olympique à partir de 2003. En parallèle, plusieurs recherches académiques se sont emparées du sujet pour vérifier la véracité de cette perception non dénuée d'idéologies. Or, les études économiques mettent plutôt en lumière les dettes que les grands événements tendent à produire pour les communautés locales. En l'occurrence, ce sont les contribuables qui ont subi la dette de près d'un milliard de dollars engendrée par l'organisation des Jeux de Montréal (1976) durant trente ans. L'enjeu des retombées a alors participé à la multiplication des études lui étant dédiées. Faisant souvent appel à différents termes (impact, héritage, développement durable, ...) renvoyant eux-mêmes à des définitions variées, ce champ d'étude tend à mieux saisir les conditions de déploiement d'effets. La multitude de définitions de ces derniers met notamment en évidence l'importance de prendre en compte leur aspect immatériel, et parfois inattendu, tout en remettant en question l'existence d'un lien automatique entre l'organisation d'un événement et l'apparition de retombées quelques

^{*} Doctorante en sociologie du sport, membre de l'UMR Arènes et de l'UR Valeurs, Innovations, Politiques, Socialisations et Sports (VIPS²).
** Doctorant en histoire du sport, membre de l'UR VIPS².

Si les effets ne sont pas automatiques, une simple candidature peut initier des synergies autour de projets initialement marginaux vis-à-vis des politiques locales.

temps plus tard. À ce titre, les travaux s'accordent à dire qu'un événement ne peut produire des effets qu'à condition d'être soutenu par des initiatives concrètes, en amont, pendant, et en aval de son déroulement.

Dans cette perspective, les possibilités de recherche s'ouvrent à de nouveaux horizons. Comme le montrent les travaux explorant les effets sur les territoires organisateurs, s'intéresser aux territoires non-hôtes revient à mettre en lumière les manières dont les acteurs locaux se saisissent des Jeux comme leviers d'initiatives. Nécessitant la mise en place de dispositifs nationaux, brusquant parfois des débats médiatiques ou animant certains projets locaux, les JOP stimulent indirectement une pluralité d'acteurs. Une candidature, qu'elle aboutisse ou non, peut s'avérer génératrice de dynamiques. Dès lors, les effets peuvent être multiples et dépendent des problématiques rencontrées à l'échelle locale. Si les effets ne sont pas automatiques, une simple candidature peut initier des synergies autour de projets initialement marginaux vis-à-vis des politiques locales. En ce sens, l'analyse de Dijk et Weitkamp (2014) indique que la candidature de Chicago en vue des Jeux de 2016, finalement attribués à Rio, a permis d'accélérer quelques projets comme la transformation d'un hôpital. Néanmoins, ce type d'études met également en avant la façon dont ces effets ne se structurent pas sans la présence de mouvements sociaux, parfois contestataires, susceptibles d'influencer de tels dispositifs.

À travers l'étude de cas de La Torche, nous cherchons donc à comprendre comment la candidature olympique a été appropriée par des acteurs locaux et les retombées (im) matérielles qui en résultent.

Le cas de la décharge

Propriété du Conservatoire du littoral depuis 1982 puis classé zone Natura 2000 en 2007, le site de La Torche recouvre plusieurs enjeux de protection (flore endémique, couloir migratoire). De plus en plus menacé par la (sur) fréquentation - promeneurs, touristes, pratiquants nautiques -, le *spot* fait aujourd'hui face à des problématiques écologiques préoccupant la population locale. Si elle s'inquiétait déjà des arrivées croissantes d'habitants s'installant dans la région pour surfer quotidiennement au sein d'un environnement naturel rare, cette dernière s'alarme d'autant plus à l'annonce de la candidature de sa commune à l'organisation d'épreuves olympiques de surf. Craignant une sur-fréquentation, des mouvements d'opposition à la candidature s'organisent (e.g panneau de candidature détérioré).

Toutefois, la contestation n'est pas le seul outil mobilisé par les citoyens pour réclamer aux pouvoirs publics un renforcement des mesures de préservation de La Torche. La candidature olympique est aussi instrumentalisée pour alimenter l'argumentaire écologique énoncé par certains habitants. Le cas de la décharge illustre particulièrement ce phénomène.

Établie dans les années 1970, enterrée puis oubliée, la décharge sauvage de La Torche refait surface en 2014. Alors qu'une tempête frappe la façade atlantique, les dunes littorales s'érodent, découvrant une quantité pléthorique de déchets sur la plage. Soucieux de protéger un tel espace, des habitants se constituent en collectif, demandant aux responsables d'agir en faveur d'un nettoyage. Ces sollicitations régulières semblent néanmoins peu prises en compte par les pouvoirs publics qui invoquent des conséquences désastreuses de tels travaux sur la dune. En avril 2019, l'officialisation d'une candidature « 100% nature » apparaît alors comme une nouvelle opportunité pour le collectif. Plaçant l'événement au cœur de son argumentaire, ce dernier instrumentalise les JOP comme mise en levier d'une action politique revendicative. Alors même que l'événement n'aura pas lieu à La Torche, cette stratégie s'avère fructueuse, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'une modification de la gouvernance institutionnelle.

Une candidature accélérant la concertation

Au-delà d'un effet de levier sur les mouvements citoyens, la candidature olympique a également impacté le fonctionnement des institutions locales. À La Torche, la contribution de divers acteurs territoriaux à la rédaction du dossier de candidature a participé à une réorganisation pérenne des instances sportives et administratives. C'est dans ce cadre qu'une responsable de la communauté de communes du Pays bigouden sud explique que leurs services ont été « poussés à [se] croiser [...] autour de cette candidature ».

Plus que des restructurations internes, la perspective olympique induit une mise en réseau des acteurs sportifs, administratifs et environnementaux. Si l'écosystème local

était propice à une perméabilité des instances, la candidature a renforcé leurs liens par l'instauration de mécanismes de concertation, avant et après le non-choix du site par le comité d'organisation des Jeux.

« On préconise d'avoir une relation permanente [qui] permet un dialogue permanent et une culture commune du territoire. [...] C'est ce qu'on a initié à La Torche. [...] Après, est-ce que les Jeux ont amené le travail en commun ? C'est un travail historique initié autant par les écoles [...] que les collectivités. » (Agent d'État, rattaché au ministère des Sports)

Aussi, la fabrication de l'événement apparaît comme « enrôleur d'acteurs contradictoires » (Corneloup et Aubin, 2011) en intégrant, via ces nouveaux modèles de concertation, des organismes jusqu'ici sous-représentés au sein des instances décisionnelles.

« Sur la candidature aux Jeux, on a été obligés d'identifier tous les acteurs sur le lieu, de se mettre en relation. [...] Ça a amené à discuter, échanger sur la réalité du territoire. » (Chargé de mission au Pays bigouden sud)

Par exemple, le souhait de soumettre une candidature « 100% nature » a obligé les porteurs du dossier à se rapprocher des entités environnementales locales. Bien qu'excluant certains acteurs (associations, moniteurs indépendants), cette reconfiguration de l'action publique concourt à porter un regard renouvelé sur les problématiques territoriales conjoncturelles et structurelles. Concrètement, cela se traduit par la reconnaissance de la décharge comme problème public², quinze ans après sa découverte et les premières revendications à son propos.

Quand dépôt de dossier olympique rime avec projets structurants

En contribuant à la mise en réseau d'acteurs divers, la candidature olympique participe à réagencer les préoccupations territoriales. Couplée à un contexte favorable, l'intégration d'organismes environnementaux à la gouvernance locale tend à hisser la question de la décharge en tête des priorités politiques relatives au site.

« Pour postuler à l'organisation de l'épreuve de surf aux JO, il fallait qu'on ait un territoire qui puisse accueillir et n'avoir aucun défaut. Et il y a un gros défaut à La Torche: sa décharge [...] Les élus se sont dit qu'il fallait s'emparer du sujet et l'opportunité d'un financement dans le cadre d'un plan national de résorption des décharges a permis de mener des travaux en cours pour purger la décharge. C'est une traduction, ça découle de l'intérêt porté au site à travers la candidature. » (Chargé de mission au Pays bigouden sud)

Engagée en mai 2023, la résorption de la décharge est un effet matériel concret des Jeux sur un territoire ne les accueillant pas. Aussi, du fait de la collaboration accrue entre acteurs territoriaux divers, d'autres projets structurants sont en passe d'être réalisés. Depuis 2021, le Pays bigouden sud et le Conservatoire du littoral s'investissent pour créer une réserve naturelle régionale dans la baie d'Audierne. En partie permis par le réseau constitué à l'occasion de la candidature olympique, cet outil juridique de protection des espaces permettra de prolonger et approfondir cet héritage immatériel des Jeux : l'élaboration concertée d'un plan de gestion devrait définir des actions équilibrant enjeux de biodiversité et usages humains.

Le cas de La Torche invite à poursuivre ce type d'études en l'étendant à d'autres territoires non-hôtes. Créant des dynamiques propices au réaménagement de l'agenda politique local et à la reconfiguration des acteurs, une candidature en vue des JOP peut constituer un atout, si le contexte le permet, pour concrétiser certains projets. Si les travaux s'attardent majoritairement à l'analyse de l'accomplissement des effets prévus, force est de constater que ces derniers sont parfois contre-intuitifs. En cela, étudier les effets des grands événements sur les territoires revient d'abord à prendre en compte leurs spécificités ainsi que le caractère inattendu des retombées potentielles.

Notes de l'article

- 1 Plaquette de candidature, La Torche 2024, j'y crois !, 2019.
- 2 Voir É. Neveu, Sociologie politique des problèmes publics: Grand Débat national, Paris, Armand Colin, 2022.

Références bibliographiques

W. Andreff, «Pourquoi le coût des Jeux Olympiques est-il toujours sous-estimé? La "malédiction du vainqueur de l'enchère" (winners's curse) », Papeles de Europa, vol. 25, 2012.

M. Attali, «Les défis de l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques: De la croyance aux possibilités », *Revue internationale stratégique*, vol. 2, n° 114, 2019.

J. Corneloup et O. Obin, «Fabrique territoriale d'un évènementiel en sport de nature », *Gestion 2000*, n°28, 2011.

C. Gratton et H. Preuss, «Maximizing Olympic Impacts by Building Up Legacies», *The International Journal of the History of Sport*, vol. 25, n°14, 2008.

B. Leopkey et M. Parent, «Olympic Games Legacy: From General Benefits to Sustainable Long-Term Legacy», *The International Journal of the History of Sport*, vol. 29, n° 6, 2012.

T. Van Dijk et G. Weitkamp, «Power in Dreams? The Spatial Effects of Chicago's Failed Olympic Bid», *International Planning Studies*, vol. 19, n° 2, 2014.



Sébastien Ségas à l'université Rennes 2, le 31 janvier 2022.

Entretien avec Sébastien Ségas : l'événementialisation des spectacles sportifs

Analyseur des nouvelles temporalités de l'action publique locale en régime mondialisé

Propos recueillis par Hugo Bourbillères*et Benoît Feildel**

Maître de conférences en science politique, Sébastien Ségas travaille sur deux objets centraux : le personnel politique local et national sous l'angle du rapport des élus à leurs conditions de travail, et l'action publique territoriale et les politiques de développement. À l'articulation de tout cela, il s'intéresse aux logiques d'action publique et au personnel politique local, notamment autour de la question du sport, des rapports entre politiques locales et sport professionnel – en particulier le football –, pour tenter de comprendre ce qui se joue en termes d'action publique, d'équipements publics, d'événements parfois. Rencontre.

Comment mobilises-tu le sport dans la déclinaison de tes travaux de recherche ?

La question des équipements sportifs m'a beaucoup intéressé. Actuellement, je travaille sur la façon dont ces derniers sont gérés, les stades en particulier, à travers leur régime de propriété, privé, public, communal ou intercommunal, ou en partenariat public-privé. J'interroge également le stade comme lieu de travail politique, c'est-à-dire comme lieu de rencontre avec les milieux économiques et les groupes sociaux, comme espace de représentation pour les élus locaux, mais aussi comme objet de négociation, en particulier entre propriétaires de clubs et municipalités. Dans la mesure où les politiques de subvention sont assez encadrées par la loi, je m'intéresse aux questions d'investissement dans l'infrastructure, comme la construction d'un nouveau stade ou d'une nouvelle tribune, et les négociations que peuvent susciter de tels projets.

Comment abordes-tu ces relations entre projet d'équipement, spectacle sportif et structuration de l'action publique?

Je me situe par rapport à une tradition nord-américaine qui a investi la question des infrastructures sportives (stades ou arénas) comme des manifestations de ce qu'on appelle l'entrepreneurialisme urbain. Je me réfère notamment aux travaux du géographe britannique David Harvey¹: il soutient l'idée qu'au même titre que les malls (« centre commerciaux ») ou les centres des congrès, les stades sont des outils au service des politiques d'attractivité de villes qui se vivent en concurrence. On le comprend d'autant mieux dans un modèle de ligue sportive fermée² comme aux États-Unis où il faut attirer des franchises, et où, politiquement, cela constitue un facteur d'attractivité pour les cadres et les classes créatives. Mais cela génère aussi de la gentrification et de l'exclusion sociale. Par rapport à cela, j'investis le sujet de deux façons un peu différentes.

Premièrement, je pense qu'effectivement les stades peuvent être des enjeux d'attractivité, inscrits dans le cadre de politiques municipales ou de politiques publiques plus larges. Dès lors, il s'agit aussi de comprendre comment ces équipements créent des résistances localisées, et ce que les acteurs font de ces résistances. Autrement dit, comment

^{*} Maître de conférences en sociologie et management du sport, membre de l'UR Valeurs, innovations, politiques, socialisations et sports (VIPS') et chargé de mission «Sports et Jeux Olympiques & Paralympiques 2024».

** Maître de conférences en aménagement de l'espace et urbanisme, membre de l'UR Espaces et sociétés (ESO-Rennes) et vice-président Sciences et Société, Partenariats.

ces sujets deviennent politiques, comment les acteurs publics les traitent. Cela peut aller de ce que Julien Talpin³ appelle la répression douce, c'est-à-dire que les pouvoirs publics peuvent essayer de discréditer les opposants, en coalisant les supporters, pour produire de la disqualification symbolique. Mais cela peut aussi prendre des formes d'internalisation de la critique, en développant des stades dits écologiques par exemple.

Deuxièmement, je m'intéresse à la façon dont ces équipements sont des supports de relations politiques avec des mondes sociaux, en particulier le monde économique. Il se joue beaucoup de relations commerciales dans ces structures. Ce n'est pas forcément là où se nouent des accords, mais les relations tissées au sein du stade facilitent les accords futurs. Ce sont des lieux d'étape d'un travail politique plus complexe.

Est-ce que tu utilises le concept de coalition dans le cadre de tes travaux ? Les groupements d'intérêts sont-ils centraux dans ton analyse de ces relations ?

Effectivement, j'utilise la notion de coalition dans la mesure où elle permet d'interroger qui sont les alliés des grands projets sportifs, autrement dit les groupes sociaux qui se coalisent autour de ce type d'idée. On ne peut pas comprendre ce qui se passe dans certaines villes sans comprendre ce qui se joue autour du club sportif, avec les sponsors localisés, les investisseurs allochtones, etc. C'est un lieu de travail économique : on a un abonnement au stade, on y invite les partenaires, même si c'est un euphémisme pour parler de clients. Ces coalitions ne s'arrêtent pas à ces acteurs. Il y a aussi les supporters. À titre d'exemple, on ne peut pas comprendre l'Olympique de Marseille sans comprendre les réseaux qui se nouent entre les acteurs politiques et les réseaux de supporters, y compris sous forme de relation clientélaire autour de la distribution de places au Vélodrome, comme a pu le montrer Cesare Mattina⁴. Ainsi, ce sont des formes de structuration, voire de contrôle des classes populaires qui se mettent en place. Ces classes font partie de la coalition, ce n'est donc pas qu'une simple coalition en vue d'organiser les conditions de la croissance, c'est un véritable régime urbain qui, via un ensemble d'arrangements informels, fonctionne conjointement pour prendre des décisions et les concrétiser.

Tu parles d'événement, mais aussi de spectacle sportif plutôt que d'activité sportive de manière générale : comment appréhendes-tu cette événementialisation de l'activité sportive ?

J'y vois deux éléments qui m'intéressent. Dans un premier sens, l'événementialisation renvoie pour moi au processus de création d'une logique d'évènement, c'est-à-dire à la mise en scène d'une activité sportive, un match

de championnat de football par exemple. Il s'agit alors de comprendre comment se créent de nouvelles aménités et pour quels publics. Le modèle dominant correspond aux franchises nord-américaines qui créent un véritable spectacle autour d'un match. On ne vient plus seulement voir un match, mais également tout ce qui se déroule autour. C'est une manière d'événementialiser avec parfois des formes de hiérarchisation, certains évènements étant plus investis que d'autres.

Dans un second sens, j'essaye également de comprendre les enjeux de rentabilisation des équipements sportifs via cette logique d'événements. C'est très important, et là encore le modèle est largement inspiré de la logique nord-américaine. Par exemple, la rentabilité du stade de l'Olympique Lyonnais, le Groupama Stadium, repose sur le football mais aussi sur l'organisation de spectacles, par exemple des concerts de Taylor Swift. D'ailleurs, cela pose fréquemment des problèmes organisationnels. À côté du stade de l'Olympique Lyonnais, la nouvelle salle qui accueille le club de basket-ball ASVEL est pensée sur le même modèle, comme une aréna de sport et de spectacle. Tout cela a des conséquences sur la structuration du lieu et pose de nouvelles questions. Jusqu'à présent, les équipements étaient pensés sans se poser ce type de questions, de rentabilisation notamment. Désormais, on se demande comment on va remplir ces équipements et on crée pour cela des événements, qui ne sont pas forcément des événements sportifs au sens strict du terme. C'est l'ensemble de ce processus qui m'intéresse, dans la mesure où il interroge le fonctionnement ordinaire de ces équipements, et pas simplement les grands événements.

Quand on parle de grands événements comme les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de football, d'autres questions se posent encore. Premièrement, il s'agit de comprendre comment des démarches d'équipement sont soutenues. Le Qatar est un très bon exemple de ce point de vue. L'événement créé ce que l'on appelle des éléphants blancs, autrement dit des équipements dont la fréquentation n'est pas au rendez-vous, et dont la gestion peut rapidement devenir un gouffre financier. Mais l'enjeu est ailleurs pour le Qatar : il s'agit de soft power, d'une politique d'image. De la même façon, l'on ne peut pas comprendre un club de football tel que le Paris Saint-Germain aujourd'hui sans prendre en compte les objectifs politiques et diplomatiques du Qatar. L'événement génère à la fois des effets de structuration aberrants en termes d'équipement, qui sont en réalité des effets de relations inter-étatiques. Les états perdent financièrement mais ils espèrent gagner politiquement sur le long terme. Est-ce pour autant efficient ? C'est très difficile à mesurer objectivement. Le deuxième aspect intéressant autour de ces grands évènements est qu'ils peuvent aussi justifier des projets qui ne sont pas uniquement liés



Un autocollant appelant au boycott de la Coupe du monde de football au Qatar, photographié à Londres le le 7 août 2022.

à la logique évènementielle. L'Adidas Arena située Porte de la Chapelle à Paris est un exemple de ce type. Elle est présentée comme un équipement lié aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, mais sa construction correspond également au projet de David Kahn, homme d'affaires et propriétaire du club Paris Basketball qui voulait une salle pour son équipe, en vue de son évolution en Euroleague. La municipalité parisienne a fortement appuyé ce projet, en créant une coalition autour de l'opportunité des Jeux olympiques. Dans ce cas, l'évènement devient une ressource en légitimant des projets qui ne sont pas uniquement liés à l'évènement. On assiste à un jeu gagnant-gagnant entre des acteurs qui s'appuient sur l'événementialisation pour justifier un équipement qui aura une pérennité. On peut ainsi développer un discours sur l'héritage en montrant que tout est pensé sur le long terme.

Le concept d'événementialisation, en faisant porter l'accent sur le processus, n'est-il pas un moyen de mettre en lumière la question des rapports de force autour de ces équipements?

Ce nouveau prisme par le processus est intéressant effectivement. Dans une perspective constructiviste, il s'agit d'examiner comment un événement se façonne et avec « qui ». De même, il est légitime de se demander quel est le rôle de l'équipement dans ce processus. Par exemple, les Jeux olympiques de Paris s'appuient sur un discours de sobriété, certes

sujet à débat, mais l'intention est de mobiliser tout en permettant de moindres coûts, pour répondre à la fois aux attentes du comité international olympique mais également aux préoccupations financières de l'État français. Cette logique se traduit dans la mise en scène de l'événement. La sobriété devient un élément constitutif de l'évènement. À l'opposé, nous avons la Coupe du monde de football de 2022 au Qatar, qui a suscité une certaine indignation dans le monde occidental en raison de son incompatibilité écologique. Ces deux cas diamétralement opposés mettent en lumière la diversité des processus d'organisation et l'intérêt d'une approche par l'événementialisation. La question des entrepreneurs - entendue au sens sociologique - qui façonnent ces événements est également intéressante. Ces évènements n'impliquent pas uniquement des acteurs étatiques. Il convient d'examiner à la fois le rôle des élus à l'échelle locale et les intérêts économiques à l'échelle mondiale. À l'échelon local, il est pertinent de s'interroger sur la position des acteurs du secteur de la construction et la place de leurs intérêts particuliers dans la façon dont l'événement se construit. De plus, le processus n'est jamais achevé et il peut échouer. Il est alors intéressant de se demander pour qui cela fait évènement. En effet, il subsiste toujours des récalcitrants, notamment dans le cadre des oppositions aux Jeux olympiques. Nous avons pu observer plusieurs villes américaines s'y opposer à travers des référendums, et actuellement, des municipalités se questionnent sur leur participation, craignant les réactions locales.

Quels arguments sont mobilisés par les opposants à l'événementialisation du sport ?

Les mouvements de contestation reposent souvent sur des arguments écologiques. Mais de manière sousjacente, on perçoit aussi le rejet d'une événementialisation entendue comme la promotion d'intérêts moins explicites, notamment d'ordre financier et économique. Si la hiérarchisation des arguments peut être complexe à discerner, mon propos est que le discours écologiste n'est pas nécessairement antinomique avec les préoccupations économiques. Il existe une rhétorique de contestation d'un capitalisme que ces événements incarnent d'une certaine manière, par les intérêts en jeu qui mêlent partenariats entre grandes entreprises mondialisées, finance internationale et représentants d'États aux antécédents démocratiques discutables. Ce qui suscite l'intérêt est que ces voix discordantes, pas nécessairement nouvelles, résonnent davantage ces dernières années. Ce qui est certain, c'est que la prise en compte des impacts écologiques et de l'héritage est devenue une norme. Cette évolution reflète une internalisation croissante de la critique, alimentée par une montée des préoccupations écologiques et une critique d'un capitalisme sportif, qui influencent désormais la perception de ces événements.

Observes-tu de manière concomitante une événementialisation de la contestation ? Dirais-tu qu'elle s'intensifie ? Le cas échéant, comment peut-on l'interpréter ?

Oui, ces événements agissent comme des amplificateurs de contestations qui dépassent le simple cadre sportif. Les Jeux olympiques de Mexico en 1968 restent en mémoire. Ils ont été le théâtre de manifestations politiques du mouvement afro-américain pour les droits des Noirs. Ce qui est nouveau, c'est l'émergence de contestations qui n'utilisent pas l'événement comme une chambre d'écho pour une cause externe, mais qui ciblent l'événement lui-même, comme lors de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar. Les conditions de construction des stades et les aberrations écologiques ont été remises en question, entraînant un appel au boycott international (certes, finalement peu suivi). Cette contestation interne, manifestée par des supporters qui ont refusé de regarder l'événement, est également nouvelle et s'inscrit dans un contexte de compétition territoriale où les événements sont utilisés comme outils de différenciation et d'attractivité pour attirer touristes, investisseurs et classes créatives.

Ce changement de perspective s'observe également dans les politiques culturelles et patrimoniales, qui sont de plus en plus tournées vers l'extérieur. Les politiques publiques sont pensées au sein d'un paradigme concurrentiel. Les villes cherchent à gagner en attractivité et à obtenir une stature européenne, ce qui conduit à une reconfiguration de la hiérarchie urbaine. La question de savoir si les

événements sont initialement pensés dans une optique d'attractivité externe ou s'ils acquièrent progressivement cette dimension est essentielle. Les acteurs publics les considèrent souvent comme des outils de positionnement et de différenciation, qu'il s'agisse d'événements sportifs, de festivals ou de célébrations patrimoniales. Par exemple, Rennes a cherché à promouvoir son centre des congrès en mettant en avant son caractère original, situé dans un lieu historique en plein cœur de la ville. Bien que l'idée ne soit pas nouvelle en soi, la ville a innové en y ajoutant d'autres aménités et en organisant des événements prestigieux, notamment en invitant un grand collectionneur d'art contemporain lié au territoire. En contrepoint, les Trans Musicales, lancées après 1977 par une municipalité de gauche, n'étaient pas initialement conçues comme un outil d'attractivité, mais plutôt comme un moyen de légitimer une politique locale de soutien à la jeunesse et à la scène musicale locale. Aujourd'hui, la ville les envisage également au prisme d'une stratégie de marketing territorial. Cette évolution pourrait être interprétée comme une manifestation de la hiérarchie urbaine en développement. Bien que cette logique d'événementialisation ait toujours existé dans les politiques culturelles, il me semble qu'elle s'intensifie depuis une vingtaine d'années. La hiérarchie urbaine devient ainsi plus fluide, avec l'identification de concurrents et d'alliés potentiels dans l'optique de changer d'envergure, par exemple pour s'ériger en villes de stature européenne. Cette perception d'une hiérarchie urbaine en évolution alimente ces politiques. De plus, l'analyse du rôle des États dans cette compétition, notamment à travers des politiques de labellisation, est essentielle pour comprendre cette dynamique. Enfin, la sécurisation des événements sportifs, face aux menaces terroristes et aux contestations sociales, soulève des questions complexes, notamment en termes de gestion des supporters et de pacification sociale. Ces enjeux, bien qu'ils ne soient pas centraux dans mon travail, jouent néanmoins un rôle crucial dans le processus d'événementialisation.

À lire: S. Ségas, « Le stade ultime du néolibéralisme ? De l'économie politique des stades à la sociologie de la critique des équipements de spectacle sportif », Métropoles [En ligne], Hors-série 2018, mis en ligne le 17 octobre 2018.

Notes de l'article

- 1 H. David, «From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Governance in Late Capitalism», *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 71, n° 1, 1989, p. 3-17.
- 2 C'est-à-dire un cartel de tous les clubs d'un championnat, aucun club n'étant promu en division supérieure ou relégué en division inférieure.
- 3 J. Talpin, *Bâillonner les quartiers. Comment le pouvoir réprime les mobilisations populaires*, Éditions les Etaques, 2020.
- 4 C. Mattina, Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille, Presses de Sciences Po, 2016.

Valmy: bataille pour une mémoire

Élise Meyer*

Si l'acte de commémorer remonte à l'Antiquité, les commémorations d'événements historiques ont pris leur essor à partir de la Révolution française, remplaçant progressivement certaines fêtes religieuses. Au XIX^e siècle, les célébrations de batailles, dont celle de Valmy, y prennent bonne place dans le but de renforcer le sentiment national. Les informations de cet article proviennent de ma thèse, intitulée *L'ècho de Valmy : mémoires d'une bataille de la Révolution française* (2022).

Le « roman national » est un récit écrit à l'échelle d'une nation dont le but est d'unir ses membres autour d'un même imaginaire historique. En France, il désigne tout particulièrement une manière de décrire l'histoire élaborée au XIXe siècle, qui dépeint une nation glorieuse et éternelle, dont la destinée s'incarne dans des héros depuis Vercingétorix. La bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, est l'une des grandes dates de ce roman national, qui a été diffusé massivement sous la IIIe République. Son importance vient de son étroite relation avec le concept de nation : à Valmy, l'armée était constituée en partie de volontaires, c'est-à-dire d'hommes du peuple, même s'ils étaient minoritaires. En repoussant miraculeusement les Prussiens dans la Marne, c'est le peuple lui-même qui s'est soulevé pour sauver la Révolution française et ses valeurs. Ce moment est symbolisé par le général Kellermann criant « Vive la nation ! » à ses troupes pour leur donner du courage face à l'impressionnante armée ennemie. En outre, cette victoire précède de peu la proclamation de la République, qui est officiellement instaurée le 22 septembre. L'une des particularités de Valmy est que cette bataille n'a pas fait grand bruit dans les jours qui ont suivi son déroulement. Les contemporains n'avaient pas vu d'importance à un affrontement qui s'était résumé à une canonnade peu meurtrière, même si l'invasion prussienne y avait été arrêtée. Ils pensaient que la retraite de l'ennemi était principalement la conséquence de l'état des troupes, les Prussiens subissant effectivement une épidémie de dysenterie. Parler des commémorations historiques de

l'État français par le prisme de Valmy permet donc de voir comment le régime républicain a façonné un événement et comment il l'utilise pour aborder d'autres sujets.

Le récit de Valmy a mis plusieurs décennies à se construire, notamment au moyen des premières histoires de la Révolution, comme celle de François-Emmanuel Toulongeon sous l'Empire, puis celle d'Adolphe Thiers sous la Restauration. Lorsqu'il monte sur le trône en 1830, Louis-Philippe utilise sa participation aux batailles de Valmy et de Jemmapes pour asseoir sa légitimité. Son régime devait en effet devenir la synthèse, le « juste milieu », entre l'Ancien Régime et la Révolution. Son appartenance à la famille des Bourbons et son passé révolutionnaire étaient en soi un programme politique. En parallèle, la popularisation de Valmy a éveillé l'intérêt des républicains et des historiens de cette mouvance politique, comme Jules Michelet. Ce dernier transforme la bataille en véritable moment épique. Toutefois, c'est la lourde défaite de la France en 1871 face à la Prusse qui encourage les historiens, les hommes politiques et les pédagogues républicains à la diffusion massive des images de Valmy, afin d'en faire un modèle de bravoure pour l'armée et plus largement pour les Français. Celle-ci est favorisée par l'école, rendue gratuite et obligatoire par les lois Jules Ferry. En cas de nouvelle guerre, le souvenir de Valmy doit inspirer les jeunes conscrits. De plus, la fin du XIXe siècle est marquée par une multitude de commémorations, ces cérémonies servant à « se délivrer d'une dette de reconnaissance »1 envers les ancêtres. Célébrer l'anniversaire de la bataille de Valmy doit par conséquent permettre de rendre hommage aux volontaires tout en rappelant à la population sa dette envers eux.

^{*} Docteure en histoire contemporaine, membre associée de l'UR Tempora. Également bibliothécaire d'État au service commun de la documentation de l'université.



Faïencerie de Sarreguemines, 8. Bataille de Valmy, [1889], Assiette d'une série sur la Révolution française.

Fêter Valmy en 1892

Lorsque le centenaire de Valmy approche, le choix est fait de célébrer la bataille lors de deux événements d'ampleur. Le premier se passe sur l'ancien champ de bataille dans la Marne, tandis que l'autre est une manifestation parisienne. Le but de cette dernière est de célébrer l'avènement de la République, le 22 septembre 1892 étant décrété jour de fête nationale. À Valmy, les élus locaux profitent de l'influence politique du ministre de l'Instruction publique, Léon Bourgeois, initialement député de la Marne. La célébration, organisée par un comité du centenaire, comporte deux manifestations principales. La première consiste en une exposition d'objets de l'époque révolutionnaire appartenant aux habitants de la Marne, qui est montrée à Châlons-sur-Marne puis à Reims, de mi-septembre à fin octobre 1892. La seconde est une grande « messe » républicaine au moment de l'anniversaire de Valmy, le 20 septembre. Ce jour-là, Léon Bourgeois vient inaugurer l'exposition à Châlons, puis se rend à Valmy pour un banquet républicain le midi. L'après-midi est consacrée à l'inauguration d'une imposante statue de Kellermann réalisée par Théophile Barrau, toujours présente sur la butte du champ de bataille, suivie d'un défilé militaire et d'une remise de décorations. À la cérémonie officielle succède la fête populaire, avec l'élévation d'un aérostat, un feu d'artifice et un bal public. L'ensemble de ces festivités font du centenaire de Valmy un archétype de la fête républicaine. On y retrouve l'implication du maire, de l'armée, de l'école et des associations, dans une scénographie comprenant un arc de triomphe, un pavoisement des rues ainsi que des illuminations. Même l'objet célébré est stéréotypique, puisque les inaugurations de statues de grands hommes sont usuelles dans les années 1890². Cette programmation extrêmement codifiée est tournée vers l'édification des foules et son adhésion à la République, en mêlant exposés sur l'histoire de France et moments de divertissement, voire de défoulement lors du bal.

À Paris, la bataille n'est pas célébrée toute la journée du 22, mais uniquement au sein de deux cortèges historiques rigoureusement identiques composés de six chars. La population a ainsi la possibilité de se rendre à deux endroits différents pour assister au spectacle. Les cortèges défilent officiellement en l'honneur du centenaire de la bataille de Valmy et de la proclamation de la République. On peut néanmoins s'interroger sur l'importance réelle de la commémoration de Valmy lors de cette manifestation, tant l'anniversaire de la Ière République semble prendre toute la place. Sur les réclames, peu mentionnent la canonnade et la médiocrité du char représentant la bataille suscite l'interrogation des passants. À côté des impressionnants chars du Triomphe de la République,

de la Marseillaise ou du Chant du Départ, fréquemment dessinés sur les unes des journaux, Valmy fait assurément pâle figure. Il n'est constitué que d'une simple statue ailée entourée de deux lampadaires. Le mythe républicain de Valmy n'est présent qu'à l'aide des figurants, des soldats qui ont revêtu l'habit des volontaires de 1792. Cette simplicité n'était pas désirée, puisque la statue initiale devait être une copie de celle de Kellermann présente à Valmy. L'impossibilité de ce scénario conduit à ce que le char soit improvisé en trois jours, avec une simple statue de déesse antique. Cependant, le char demeure attendu et regardé et d'autres plus petites célébrations ont lieu dans la ville, dont un défilé de 500 personnes qui aboutit à la place de la République. La célébration marnaise marque par conséquent plus fortement l'anniversaire de Valmy. L'importance de la bataille n'en est pas moins constamment rappelée, non seulement dans la presse, mais aussi par un grand nombre d'images et d'objets produits à cette époque. Il s'agit plus d'un mois-anniversaire que d'une date-anniversaire.

Si Valmy est autant célébré, c'est parce qu'il s'agit d'une victoire qui a repoussé une invasion. C'est un lieu de mémoire consensuel, y compris pour la majorité des opposants au régime républicain, car la défense de la patrie est alors incritiquable, en particulier dans un contexte d'une volonté affichée de revanche à l'encontre de l'Allemagne. Le centenaire marque durablement la mémoire de Valmy, notamment sur le champ de bataille, qui a été aménagé et qui devient un endroit visité.

Oublier Valmy en 1989

Si l'on fait un bond dans le temps, les célébrations du bicentenaire se révèlent bien différentes. D'un événement populaire, l'anniversaire devient une manifestation beaucoup plus élitiste. La Mission du bicentenaire de la Révolution française a choisi d'utiliser à nouveau le champ de bataille, mais pour un événement créé par des artistes³ et limité à quelques représentations accessibles uniquement sur invitation. Nul défilé à l'horizon, puisque Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Défense, décrète que « ça fait ringard »4. Le président de la République, François Mitterrand, se déplace le 16 septembre 1989. Le spectacle est, à cette occasion, entièrement retransmis en direct à la télévision, ce qui permet finalement à tous les curieux d'y assister depuis chez eux, sans invitation. « Valmy, naissance d'une nation » est essentiellement un parcours ponctué d'installations et de mises en scène. Des chevaux au galop représentent la fougue des volontaires et des hélicoptères symbolisent l'armée de métier prussienne. Le spectacle provoque une critique généralisée dans la presse, alors que d'autres moments du bicentenaire avaient été auparavant

bien accueillis, en particulier le défilé du 14 juillet réalisé par Jean-Paul Goude. Quelles que soient leurs opinions politiques, ce qui semble mettre tous les journalistes d'accord est la sensation de décalage, d'incompréhension.

Quelles sont les raisons de cet échec ? Le régime français est pourtant toujours celui d'une république, la cinquième, avec des référentiels proches de ceux de la IIIe République comme Marianne ou la fête nationale du 14 juillet. De plus, François Mitterrand est socialiste, ce qui aurait dû favoriser la commémoration de Valmy. En effet, des figures socialistes illustres comme Jean Jaurès appréciaient particulièrement cette bataille défensive et la symbolique du peuple en armes. On peut également souligner qu'aucun événement révolutionnaire postérieur à l'année 1789 n'a été célébré pour le bicentenaire, hormis celui de Valmy. Toutefois, les grands événements du XXe siècle et en particulier les deux guerres mondiales ont profondément changé le rapport de la population avec la mémoire de leur pays. Le mythe républicain de Valmy a été battu en brèche, tant par les sciences historiques que par la réalité de la guerre. Au début de la Première Guerre mondiale, Valmy a été intensément utilisé comme argument de propagande. La bataille libératrice des peuples s'est transformée en ordre conduisant à une mort certaine, l'idée de nation, initialement accueillante, ayant transformé l'Europe en charnier. Ce n'est donc pas pour une valorisation belliciste de la nation que Valmy est commémoré en 1989. L'un des artistes présents lors de la venue du président a même confié que Valmy serait « la seule bataille qu'un artiste peut commémorer », en raison de l'idéal qu'elle promeut et de son faible nombre de morts⁵. L'époque est plutôt à la peur du déclin et aux luttes mémorielles, puisque les minorités ont progressivement fait entendre leur voix sur des sujets comme la Shoah, l'esclavage, la colonisation ou l'histoire des femmes. Il n'est plus possible de proclamer que la nation française aurait une seule mémoire. La pluralité des mémoires interroge les responsables politiques, les commémorations devenant de plus en plus des périodes de recueillement face à des événements traumatisants. Le souvenir de Valmy devait être rassembleur, mais aucun message clair n'a été délivré au moment de la commémoration. Ce flou serait à l'origine du sentiment de décalage ressenti par le public, notamment de l'armée, qui souhaitait alors une réponse sur l'avenir du service militaire. Très peu de liens ont été effectués avec l'histoire de l'événement en lui-même et l'absence de tout souvenir de ce bicentenaire sur le champ de bataille est révélateur d'un manque d'intérêt pour le site, qui semble laissé à l'abandon dans les années 1990.

L'acte de commémorer est toujours celui de sélectionner; on constate que les raisons du choix de Valmy ont bien changé entre 1892 et 1989, sous couvert d'un

imaginaire similaire. Le malaise ressenti en 1989 souligne également les difficultés d'une célébration nationale d'un événement historique, toujours actuelles, le roman national étant aujourd'hui abondamment repris par l'extrême droite. Cependant, elles n'empêchent pas la vivacité d'une mémoire locale, qui pour Valmy a même pris de l'ampleur ces dernières années. La bataille suscite des reconstitutions avec de nombreux bénévoles et bénéficie d'un centre historique sous la butte du champ de bataille depuis 2014. Tout comme au moment du bicentenaire de la Révolution au sein des petites communes françaises ou du centenaire de Valmy dans la Marne, le succès des commémorations semble par conséquent fortement lié à l'implication de la population locale, pour laquelle la mémoire d'un événement, même ancien, demeure un motif de célébration créateur de lien social.

Notes de l'article

- 1 O. Ihl, La fête républicaine, Paris, Gallimard, 1996, p. 131.
- **2** M. Agulhon, «Nouveaux propos sur les statues de "grands hommes" au XIX^e siècle », *Romantisme*, vol. 28, nº 100, 1998, p. 13.
- 3 Les cinq artistes principaux sont Daniel Buren, Sarkis, Ange Leccia, Bartabas et Jean-Luc Vilmouth. Le jour de la venue du président, le compositeur et chef d'orchestre René Koering a également donné un concert
- 4 G. Duvivier, «"Valmy, naissance d'une nation", les fastes d'une commémoration», *Ouest France*, 15 septembre 1989, p. 3.
- **5** R. Koering, «Évoquer son parcours et sa carrière musicale... René Koering, fondateur du festival Radio France & Montpellier », *Étonnez-moi Benoît*, France musique, 28 janvier 2017.

Références bibliographiques

- R. Dalisson, Célébrer la nation: les fêtes nationales en France de 1789 à nos jours, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.
- P. Garcia, Le bicentenaire de la Révolution française: pratiques sociales d'une commémoration, Paris, CNRS éditions, 2000.
- J.-C. Martin, «Valmy ou l'embarras des souvenirs» dans *La machine à fantasmes. Relire l'histoire de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2012, p. 52-70.
- P. Ory, *Une nation pour mémoire: 1889, 1939, 1989, trois jubilés révolutionnaires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

Au retour de la Biennale de Paris (1959-1985)

Enjeux critiques et historiques de l'étude d'un cycle de manifestations

Marie Tchernia-Blanchard*

Le programme de recherche « 1959-1985, au prisme de la Biennale de Paris » a entrepris l'étude de l'une des premières manifestations internationales dédiées à l'art vivant, dont la création visait à assoir l'influence de la capitale française sur la scène artistique de l'après-guerre. Ce cycle d'expositions qui, en vingt-six années d'existence, n'a cessé de changer de forme et de mission, constitue un point d'entrée particulièrement efficace pour comprendre les enjeux à l'œuvre dans la configuration d'une géopolitique culturelle à l'époque de la guerre froide et dans l'élaboration, depuis Paris, d'un certain récit de la modernité.

La première Biennale internationale des jeunes artistes, dite Biennale de Paris, s'est tenue du 2 au 25 octobre 1959 au Musée d'art moderne de la ville de Paris. L'événement, encouragé par l'administration du tout jeune ministère des Affaires culturelles d'André Malraux, a une portée politique et symbolique forte. Loin du phénomène de « biennalisation » qui touche le monde de l'art contemporain depuis les années 1990 et qui a conduit à l'existence actuelle de plus de 250 manifestations de ce genre à l'échelle mondiale, on ne compte à l'époque que trois expositions internationales récurrentes dédiées à la promotion de l'art vivant : la Biennale de Venise, créée en 1895, celle de Sao Paolo, qui a vu le jour en 1951, et la Documenta quinquennale de Kassel inaugurée en 1955. L'initiative parisienne, qui entend se démarquer de ses ainées en célébrant la production de « jeunes » artistes âgés de 20 à 35 ans, vise ainsi à renforcer la place de la capitale française sur une scène artistique dont elle a, depuis la Seconde Guerre mondiale, cessé d'être le centre.

Force est de constater qu'en treize éditions et vingt-six années d'existence, la Biennale de Paris n'a pourtant jamais atteint la même notoriété que ses concurrentes et qu'elle n'a été, sans doute en conséquence, que peu étudiée jusqu'à récemment. Elle offre pourtant, par sa périodicité, un cadre de compréhension privilégié des enjeux de la création artistique à une époque particulièrement mouvementée sur les plans sociaux, institutionnels, politiques et géopolitiques.

Penser collectivement un objet polymorphe

Fruit d'un partenariat ambitieux qui a réuni, entre 2017 et 2021, l'Institut national d'histoire de l'art, le groupement d'intérêt scientifique (GIS) Archives de la critique d'art, la bibliothèque Kandinsky du musée national d'Art moderne - Centre Georges-Pompidou et l'Institut national de l'audiovisuel, le programme de recherche « 1959-1985, au prisme de la Biennale de Paris » a donc entrepris de faire la lumière sur l'histoire de cette manifestation, en s'intéressant à la fois aux particularités de chacune de ses éditions et aux problématiques diachroniques qui la traversent. Dès l'origine, ce projet s'est structuré autour de deux objectifs distincts. Le premier consistait à référencer l'ensemble des fonds d'archives de la Biennale, dispersés entre Rennes et Paris, et d'en favoriser l'accessibilité à travers la création d'un portail de recherche numérique¹ et la numérisation d'importants ensembles documentaires.

Le second objectif du programme visait à mieux comprendre, à partir d'une étude détaillée de ces sources bien souvent inédites, les enjeux de la création de la Biennale internationale des jeunes artistes, la variété des pratiques qu'elle a mis à l'honneur, les principes de sélection qu'elle a fixés, les résistances et critiques qu'elle a pu susciter, ainsi que sa place dans la vie culturelle parisienne, française et internationale. Il s'est d'abord appuyé sur les travaux menés dans un séminaire de recherche international organisé dans les différentes institutions partenaires et sur les travaux d'étudiants de l'université Rennes 2 qui se sont attachés à restituer une cartographie géographique, artistique et critique de l'édition de 1969. Plusieurs expositions permettant de suivre l'évolution des ambitions artistiques et

^{*} Maîtresse de conférences en histoire de l'art contemporain, directrice des Archives de la critique d'art et membre de l'unité de recherche Histoire et critique des arts (HCA).



Georges Boudaille, «La Biennale de Paris: Une tour de Babel qui crée son esperanto», in Les Lettres françaises (Paris), 8 octobre 1959, [p.11].

politiques de l'événement ont également été organisées en marge du programme² qui a été couronné par la publication d'un ouvrage collectif à l'automne 2023³.

Une histoire en mouvement du monde de l'art contemporain

Envisager de manière globale les treize occurrences d'une manifestation artistique qui s'est tenue tous les deux ans pendant près de trois décennies a permis de poser à nouveaux frais la question de la définition de l'art contemporain et de ses frontières entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1980. L'étude des choix opérés dans la sélection des œuvres et de la place, mouvante au fil des éditions, accordée à différentes disciplines artistiques, des plus établies (peinture, sculpture, arts graphiques) aux plus expérimentales (art conceptuel, performance, art vidéo et pratiques sonores) en a constitué l'une des voies privilégiées. Une autre a été celle de la façon dont chaque événement a reflété sa propre vision d'une géopolitique artistique mondialisée, en fonction de la présence ou de l'absence de représentation de certains pays, mais aussi du poids relatif accordé à chaque délégation étrangère. À cet égard, le programme de recherche a contribué à mettre au jour un ensemble de réseaux méconnus et à repenser une écriture de l'histoire de l'art jusqu'alors encore souvent déterminée par l'axe Paris-New York, en s'intéressant notamment à la manière dont les scènes asiatiques, africaines et américaines ont été invitées à participer, ou non, à l'établissement d'un certain canon de la modernité au sein de la Biennale.

L'horizontalité du point de vue offert par l'exploration systématique des fonds d'archives, faisant état de plus de 6000 participations issues de 75 pays différents pour l'ensemble des éditions, a également constitué le point de départ d'une étude approfondie de la façon dont les enjeux esthétiques et idéologiques se sont articulés dans la mise en œuvre de relations culturelles transnationales à l'époque de la guerre froide et des indépendances.

Des Biennales de Paris?

Bien qu'il n'ait jamais été question de proposer une histoire linéaire d'un événement dont la temporalité même dictait une forme de discontinuité et dont le fonctionnement n'a cessé d'évoluer au fil du temps, le programme « 1959-1985, au prisme de la Biennale de Paris » a permis d'identifier trois périodes distinctes dans la vie de la manifestation, lesquelles renvoient chacune à des ambitions et à des modalités d'organisation particulières.

Sa première déclinaison traverse toute la décennie 1960, durant laquelle deux délégués généraux se succèdent à l'organisation de la Biennale internationale des jeunes artistes: le critique d'art Raymond Cogniat, qui est alors inspecteur général des Beaux-Arts, est à la manœuvre entre 1959 et 1965, suivi, pour les éditions de 1967 et 1969, par Jacques Lassaigne, qui avait précédemment orchestré à plusieurs reprises la participation française aux Biennales de Venise et de Sao Paolo. La mise en exposition reflète alors pleinement la dimension politique de l'événement. Tous les états avec lesquels la France entretient des relations diplomatiques sont invités à participer - soit entre 41 et 56 pays représentés selon les années - et les délégués généraux n'interviennent pas dans la sélection de leurs envois, mais la surface d'exposition allouée à chacun dans les salles du musée d'art moderne de la ville de Paris, qui oscille entre dix et soixante mètres carrés, est indexée sur leur importance culturelle et sur leur poids géopolitique respectifs.

La sélection française qui, avec ses cent vingt mètres carrés, occupe l'espace le plus vaste, est constituée par trois jurys représentatifs des jeunes artistes, des jeunes critiques d'art et du conseil d'administration de la Biennale chargés d'entériner les propositions du délégué général. La majorité des œuvres présentées relève encore de médiums traditionnels mais plusieurs initiatives originales concourent à forger l'identité de la manifestation, dont la forte ambition interdisciplinaire s'affiche notamment à travers la mise en place d'un partenariat avec la RTF (radiodiffusion-télévision française) mettant à l'honneur la composition musicale, le théâtre ou les films sur l'art et par la création d'une section « travaux d'équipe » célébrant les approches collectives.

Un tournant majeur s'opère dans l'organisation de la Biennale de Paris avec la nomination, en 1971, de son troisième et dernier délégué général, Georges Boudaille, à l'époque directeur de la section « Arts plastiques » des Lettres françaises et président de la section française de l'Association internationale des critiques d'art. Celui-ci acte le remplacement des anciennes divisions disciplinaires par des axes thématiques, mettant à l'honneur de nouveaux modes d'expression qui, de l'art postal à l'art conceptuel ou à la performance, incarnent l'idée de circulation comme nouveau fondement de l'art contemporain. Dès l'édition de 1973, le principe de collaboration directe avec les pays invités est d'ailleurs abandonné au profit d'un réseau de correspondants internationaux, œuvrant hors de tout cadre diplomatique officiel, en accord avec une commission composée de critiques et de conservateurs siégeant à Paris. Ce changement modifie en profondeur la cartographie des scènes représentées à la Biennale, dont le noyau se resserre autour d'un nombre restreint de pays - moins d'une trentaine par exposition - témoignant d'un récit plus occidentalo-centré de l'art contemporain. Sur un autre plan, le désengagement des délégations étrangères joue un rôle



«Continuel mobile» (multitude de carrés en aluminium poli suspendus de façon régulière par des fils de nylon), G.R.A.V, section Travaux d'équipe, Biennale de Paris, 1963.

certain sur l'accroissement des difficultés financières de la manifestation à partir de la fin des années 1970, forçant ses organisateurs à tester de nouveaux dispositifs à chaque édition pour tenter de lui donner un nouveau souffle. Ni la multiplication des expositions annexes, ni la présentation d'une sélection d'œuvres dans d'autres villes françaises ou à l'étranger, ni la création d'une section d'architecture autonome en 1980, ni même l'abandon du critère de l'âge des exposants lors de l'édition de 1985, rebaptisée pour l'occasion « Nouvelle Biennale », ne suffiront toutefois à mettre fin à la crise. La 14^e édition de la Biennale de Paris sera sans cesse repoussée jusqu'à la dissolution de l'association française pour la manifestation biennale et internationale des jeunes artistes en 1992.

L'histoire comme outil de légitimation

Saisir les enjeux à l'œuvre dans ces moments de tension et faire la lumière sur les incertitudes et les échecs qui ont jalonné l'histoire de la Biennale internationale des jeunes artistes a évidemment constitué un axe de réflexion majeur du programme de recherche. Outre les difficultés économiques déjà évoquées, il a notamment révélé les multiples accusations d'institutionnalisation de l'avant-garde ou d'intervention du pouvoir dans le domaine artistique qui ont nui à la reconnaissance de l'événement. Il a également montré comment la transformation du paysage culturel français, marqué notamment par l'apparition des centres

d'art, l'inauguration du Centre Georges-Pompidou en 1977 et la création des fonds régionaux d'art contemporain en 1982, a contribué à fragiliser le modèle de la Biennale.

Dans le même temps, il a mis en évidence le fait que la légitimation de la manifestation a constitué très tôt une préoccupation majeure de ses organisateurs qui en ont, par divers moyens, entrepris eux-mêmes l'histoire pour mieux en garantir l'avenir. Perspectives, le bulletin d'informations et d'études critiques auto-édité par la Biennale de Paris entre 1959 et 1968, a ainsi servi de relai privilégié à ses dirigeants pour exprimer leurs doutes et leurs hésitations, voire pour répondre à certaines critiques, avant que ces considérations ne soient directement intégrées au catalogue de chaque édition. De façon plus éloquente encore, l'ouvrage Les Biennales de Paris (1959-1961) : les festivals d'avantgarde jusqu'au Salon « Comparaisons » (1962)4 s'est attaché, après deux éditions seulement, à inscrire la biennale dans l'économie culturelle de l'art contemporain pour mieux en justifier l'importance et la singularité. La même démarche réflexive est à l'origine du projet d'exposition rétrospective de ses cinq premières éditions intitulée « Biennale de Paris : une anthologie », organisée à l'été 1977 dans le but d'objectiver le bilan de la manifestation parisienne et d'en faire un rouage essentiel de l'identification des artistes les plus marquants de leur génération. Pourtant, en ne convoquant que des figures consacrées et des mouvements reconnus, cette rétrospective s'est mue en une entreprise mémorielle aseptisée dont la fermeture a été anticipée faute de public.

C'est donc, d'une certaine manière, la perspective inverse qu'a adoptée le programme de recherche « 1959-1985, au prisme de la Biennale de Paris ». En faisant la part belle aux archives comme points d'ancrage pour explorer les tâtonnements, les irrégularités et les transformations de ce cycle d'expositions, il a contribué à renouveler la réflexion sur la Biennale en tant qu'objet d'étude historique, et sur la portée de ce type d'événement au sein de l'économie de la culture contemporaine.

Notes de l'article

- 1 Voir bdp.inha.fr.
- 2 Notamment «Échos magnétiques: Christina Kubisch», Musée des beaux-arts de Rennes, 15 février-14 avril 2019 et «Un espace pour autre chose: la Biennale de Paris, 1959-1985», Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, 4 juin-31 décembre 2021.
- **3** E. Dulguerova (dir.), *La Biennale internationale des jeunes artistes, Paris (1959-1985)*, Dijon: Les presses du réel ; Paris: Institut national d'histoire de l'art, 2023.
- 4 G. Marinelli, Les Biennales de Paris (1959-1961): les festivals d'avant-garde jusqu'au Salon «Comparaisons» (1962), Paris / Londres / Turin, M.A.O., 1962.

Faire festival à l'université

Du projet pédagogique à l'événement culturel : le festival Transversales

Gaëlle Debeaux*

L'offre culturelle de l'université Rennes 2 est riche et foisonnante, émanant à la fois d'initiatives étudiantes multiples, et d'un service culturel très actif, visant à rayonner à l'échelle du quartier Villejean et de la ville de Rennes. Au sein de ces propositions se déploie depuis plus d'une dizaine d'années le festival Transversales : porté par le département des Lettres et, désormais, par une association étudiante, il vise à faire événement à partir de la littérature. Focus.

Le territoire rennais est connu pour ses nombreux festivals - le plus notable d'entre eux étant sans doute les Trans Musicales, faisant chaque année événement par sa programmation novatrice et réputée pour sa capacité à repérer des talents qui feront date, et s'inscriront dans le temps long de la scène musicale nationale, voire internationale. La littérature n'est pas en reste, notamment si l'on pense au festival Jardins d'hiver, organisé par les Champs Libres depuis 2018 et pensé comme un temps fort de la rentrée littéraire de janvier mais aussi une parenthèse dans l'hiver breton, à laquelle répond, à l'orée de l'été et un peu plus loin sur le territoire, le très apprécié festival Étonnants Voyageurs, organisé à Saint-Malo depuis les années 1990.

Quelle place peuvent alors se ménager les propositions culturelles universitaires, dans un terrain aussi balisé et occupé ? Comment faire exister un festival littéraire émanant de l'université, dans un paysage qu'on pourrait croire saturé ? Ces questions, le festival Transversales, festival littéraire et artistique né au cœur du département des Lettres de l'université Rennes 2 en 2011, se les pose depuis plus de dix ans désormais. En 2024, il est temps de proposer un bilan d'étape.

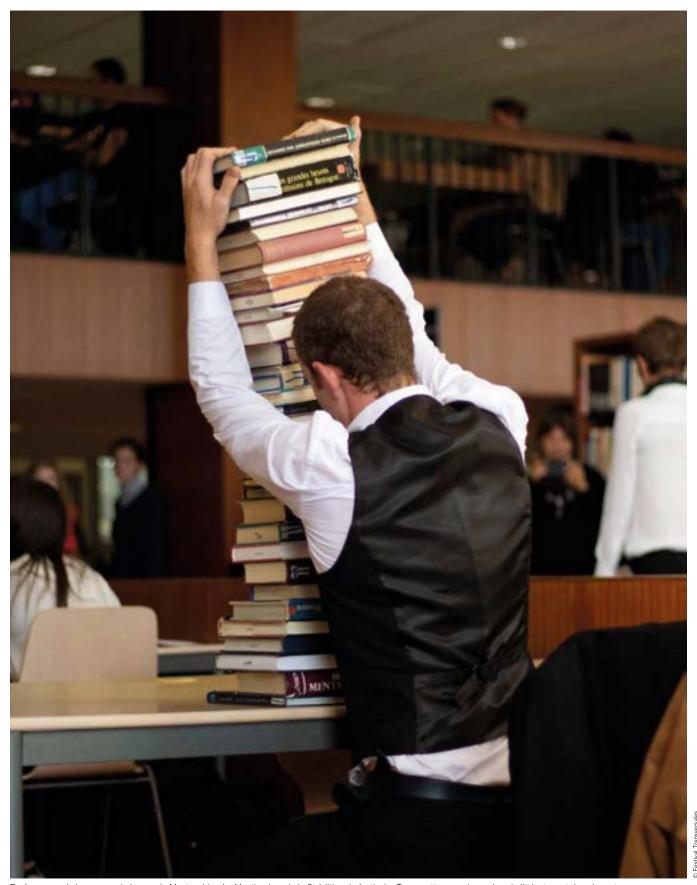
Faire de la littérature un événement

Le format du festival est intéressant à explorer dès lors que l'on cherche à cerner la façon dont la culture peut faire événement : en effet, il implique une temporalité mêlant le temps long d'une organisation parfois complexe, et le moment éphémère du temps fort, c'est-à-dire le festival en lui-même. « Tant de mois d'efforts pour un si bref instant, déjà évanoui »¹, comme l'affirme Michel Le Bris, père du festival Étonnants Voyageurs : formule qui dit bien toute l'intensité d'un tel événement. On définira alors le festival, à la suite de la chercheuse australienne Millicent Weber, comme « un événement ou [...] une série d'événements de nature festive contenant souvent des éléments propres au rituel, qui se déroulent sur une période de temps donnée, habituellement de façon récurrente, et qui sont produits par et pour une communauté partageant un objectif ou un intérêt commun »².



Rencontre virtuelle et confinée avec Albin de la Simone lors de la 10° édition du festival Transversales, «Chanson chansons».

^{*} Maîtresse de conférences en littérature générale et comparée, membre du Centre d'étude des langues et littératures anciennes et modernes (CELLAM).



Performance de la compagnie Leonardo Montecchia - La Mentira, lors de la 8º édition du festival, «Transmettre, enseigner dans la littérature et dans les arts ». À la bibliothèque centrale (Université Rennes 2).

Le festival littéraire, plus spécifiquement, émane d'une communauté visant à promouvoir tantôt le livre - comme les Salons du livre ou de la bande dessinée, par exemple -, tantôt une certaine idée de ce qu'est la littérature, à travers la mise en lumière de thèmes et de genres (on peut penser ici aux divers festivals consacrés au roman policier, comme Quais du polar à Lyon, ou bien aux Utopiales, à Nantes, qui mettent à l'honneur la science-fiction), ou encore de croisements artistiques, comme l'ont proposé les seize éditions du festival Concordan(s)e, invitant un auteur et un chorégraphe à collaborer pour la création d'une œuvre hybride, ou comme le fait chaque septembre le festival Extra!, festival « de la littérature vivante » proposé par le Centre Pompidou. Ces formats, comme le rappellent Gisèle Sapiro, Myrtille Picaud, Jérôme Pacouret et Hélène Seiler, visent à la fois un objectif économique - faire vivre le marché du livre - et culturel, par la promotion de la lecture et la programmation d'événements (rencontres, performances, spectacles ou expositions) pendant la durée du festival. Ils auraient alors, d'après la recherche sur le sujet, deux vertus principales : ils peuvent jouer un rôle, par leur inscription dans le territoire, de démocratisation de et par la culture, et ils contribuent à la reconnaissance et la valorisation de la figure de l'écrivain et de l'objet-livre.

Le festival Transversales s'inscrit, à des degrés divers, dans ces perspectives : par son approche interartistique, il produit un discours sur ce qu'est la littérature - une pratique vivante, ouverte aux hybridations, pourvoyeuse d'imaginaires et source d'inspiration. Mais il s'inscrit aussi dans une logique de diffusion et de médiation du livre, en proposant des invitations d'auteurs et en organisant des temps de dédicace. Enfin, il cherche également à promouvoir l'action artistique, en proposant aux festivaliers de se faire spectateurs (projections de films, performances, spectacles) ou créateurs par le biais d'ateliers d'écriture. Chaque année, ce cadre général accueille une programmation centrée autour d'un thème collectivement choisi, qu'il s'agit alors de décliner à travers les formats, les invitations et les collaborations. En somme, le festival Transversales fait de la littérature à la fois son point d'ancrage et le noyau d'un rayonnement artistique assumé.

Événement culturel, projet pédagogique?

Plusieurs enseignants-chercheurs, du département des Lettres mais aussi d'autres départements de l'université comme les Arts du spectacle, la Musique, ou encore les STAPS, ont collaboré depuis 2011 pour mener à bien ce projet³. En effet, le festival Transversales est tout à la fois un projet culturel et un projet pédagogique : s'il s'agit bien de proposer une programmation diversifiée et exigeante autour d'un thème lui-même exploré par le biais d'événements de

Le festival Transversales en 13 éditions

Fondé par Timothée Picard et Jean Cléder, enseignantschercheurs en littérature générale et comparée, le festival Transversales est lancé en fanfare en 2011 avec l'accueil d'un invité d'honneur, le cinéaste Christophe Honoré, auquel est également consacré un grand colloque. Petit aperçu des éditions du festival depuis ses débuts :

- 2011, « Christophe Honoré », en présence du réalisateur
- 2012, « Filmer les arts », avec (notamment) Melvil Poupaud, Jacques Aumont
- 2013, « Opéra et cinéma », avec (notamment) Jacques Martineau, Philippe Béziat
- 2014, « Entre littérature et cinéma », avec (notamment) Michael Lonsdale, Gilles Taurand, Tanguv Viel
- 2015, « Le théâtre comme monde, le monde du théâtre », en présence d'Eugène Green
- 2016, « Rock, spleen et idéal », avec (notamment) Alex Baladi, Samuel Kirszenbaum, La Féline, Tristan Garcia, Arman Méliès
- 2017, « Mots et images du sport : le corps en représentation », avec (notamment) Patrick Brion, Jacques Bonnaffé, Julien Camy, Fred Poulet, Vikash Dhorasoo, Philippe Bordas, Pierre Fournel, Jean-Paul Ollivier, Cyrille Guimard
- 2018, « Transmettre, enseigner dans la littérature et dans les arts », avec (notamment) Janine, Morvandiau Cécile Ladjali
- 2019, « Écrire(s) », avec (notamment) Ron Laboray, Jacques Donguy, Xavier Dollo, Laurent Lefeuvre, Anne-James Chaton, Clémentine Mélois, Marianne Dautrey, Jean-Michel Frodon, Hervé Joubert-Laurencin, Philippe Vilain, Camille Laurens
- 2020, « Chanson, chansons », avec (notamment) le Hall de la Chanson, Albin de la Simone, George Ka, Samuel Rochery
- 2021, « Trans'en Danse », avec (notamment) Gilles Amalvi, Nathacha Appanah, Michel Cloup Duo, Marie de Quatrebarbes
- 2022, « Itinérance », avec (notamment) Velibor Čolić, Aurore Chapon, Lucie Rico, Corinne Morel-Darleux Lucie Azema
- 2023, « Au bout du rêve », avec (notamment) David Boriau, Goum, Carina Rozenfeld, Hélène Rajcak, Louise Le Bars, Dimitri Rouchon-Borie, Wilfried Thierry, Bérengère Cournut

transversales.hypotheses.org



Concert de Michel Cloup Duo à partir du texte À la ligne de Joseph Ponthus, à l'occasion de la 11e édition du festival Transversales, «Trans'en Danse». Au Tambour (université Rennes 2).



Une partie des étudiantes bénévoles de l'édition 2019, «Écrire(s)». De gauche à droite: Juliette Thomas, Marion Ignace, Agathe Legrand, Pauline Guignard, Gaëlle Debeaux, Marie Masselot, Maëlla Jacquinet.

recherche (colloque, journée d'étude, conférences...), l'enjeu est aussi de permettre aux étudiants d'endosser plus que le rôle de spectateur. Les étudiants de l'université Rennes 2 sont un des publics naturels de l'événement, puisque celui-ci se déroule pour partie sur le campus Villejean, grâce au soutien des différents services de l'université (le service culturel, l'UFR ALC, le SCD et les bibliothèques universitaires notamment); cependant, un pan du festival se déroule, depuis les débuts, dans d'autres lieux culturels de la ville de Rennes - en particulier aux Champs Libres et au TNB, deux partenaires des premiers jours et de premier ordre du festival. Il s'agit alors de toucher un autre public, plus difficile à atteindre, et qui se déplace rarement jusque sur le campus qu'il n'identifie pas comme un des lieux culturels de la ville, à tort. L'enjeu est, pourrait-on dire, politique : faire de l'université, et plus singulièrement de ses usagers, des prescripteurs culturels en leur permettant de revêtir le costume de programmateur artistique en herbe.

Si des groupes d'étudiants ont été impliqués dans l'organisation du projet et la modération de rencontres et tables rondes dès 2011, c'est en 2020 que la nécessité de fonder une association étudiante s'est fait sentir. En effet, la préparation du festival s'est heurtée, cette année-là, à un autre événement, partagé par tous, l'émergence de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, et plus particulièrement la mise en place de confinements ne permettant plus de tenir les cours en présentiel, ni de se réunir facilement. Comment fédérer les étudiants, comment créer un espace dans lequel ils puissent se raccrocher au projet, en dehors de temps formalisés sur le campus universitaire? Plus encore, le confinement a fait émerger la nécessité de proposer aux étudiants des formes d'engagement qui aient du sens, dans lesquels ils aient envie d'investir du temps et de l'énergie. Sous l'impulsion de Marianne Di Benedetto, doctorante en littérature générale et comparée et enseignante au sein du département des Lettres en 2020, mais aussi co-porteuse de la 10^e édition « Chanson Chansons », est alors créée l'association étudiante FTR2 (Festival Transversales Rennes 2). Celle-ci a pour vocation d'accueillir les étudiants souhaitant s'investir dans l'organisation du festival, tout au long de l'année, et quelle que soit leur filière d'inscription. À l'heure actuelle, l'association compte une vingtaine de membres actifs, de la licence 2 au master 2, mais accueille aussi des anciens étudiants qui continuent de s'impliquer par-delà la temporalité des cycles universitaires, partageant avec le groupe leur expertise professionnelle.

Temps long, temps court, temps cyclique

Comme en témoigne Juliette Thomas, ancienne étudiante du master de Littérature générale et comparée impliquée dans l'organisation du festival depuis lors, y participer est un

Le festival vu par les étudiantes

Juliette Thomas, ancienne étudiante et animatrice d'ateliers d'écriture :

« Le festival Transversales m'a donné une vraie idée de ce que c'était que d'être au cœur d'un événement culturel littéraire. J'ai commencé à animer des ateliers d'écriture suite à mon master avec la conscience que la littérature était mouvante, vivante et qu'une de ses médiations privilégiées était la pratique. »

Philippine Cochereau, ancienne étudiante et membro de l'association FTR2 :

« Je me suis engagée dans le festival Transversales pour les différentes expériences possibles et les rencontres. Le cadre est bénéfique et bienveillant, chacun a sa place et un rôle à jouer, ce qui en fait un engagement très enrichissant. »

Thaïs Levard, coprésidente de l'association FTR2 « Voir le projet prendre vie et animer pendant un temps l'esprit des bénévoles et de celles et ceux qui assistent aux événements est particulièrement stimulant et donne envie de recommencer chaque année. »

moyen de créer du collectif. C'est ce qu'elle propose désormais dans les ateliers d'écriture qu'elle anime⁴ : « j'aime pouvoir concevoir des ateliers qui ont une forme un peu différente, des laboratoires qui tentent de restituer l'agentivité de tous et toutes dans l'élaboration d'une vision commune, c'est-à-dire exactement ce qu'on faisait à l'époque quand on préparait le festival, qu'on échangeait, qu'on trouvait des formats qui correspondaient à ce qu'on voulait dire. On mettait en mouvement la littérature [...]. De ces expériences, j'ai tiré la puissance et la créativité du collectif, que je remets en œuvre dans ces ateliers. » Or, un collectif se crée dans le temps : pour aboutir à l'événement que sera le temps fort du festival - et au moment spécifique de l'atelier d'écriture, dans le cas de Juliette - il faut mettre en place en amont ses conditions d'émergence.

Ainsi, si le festival a lieu depuis plusieurs années la dernière semaine de novembre, il est bien sûr le résultat de près d'une année entière de travail, qui débute dès le mois de janvier où se tient la réunion de bilan de l'édition achevée, et où le groupe de travail, composé des membres de l'association FTR2 et des curieux prêts à rejoindre l'aventure, fait des propositions pour la prochaine édition. Il s'agit notamment de choisir et voter le thème : c'est à partir de lui que se dessine alors, par l'intermédiaire de réunions mensuelles, la programmation provisoire,



Exposition de cartes postales «Les mots du monde» et station d'écoute de podcasts, lors de la 12° édition du festival Transversales, «Itinérance».

Au Bois Perrin (EUR CAPS).

généralement arrêtée dans ses grandes lignes à la fin du mois de juin. L'été sert à mettre en œuvre les ultimes ajustements, afin d'aboutir à un programme définitif à la fin septembre, pour qu'il puisse être mis en forme et dévoilé fin octobre. De septembre à novembre, c'est alors un autre travail qui se déploie : non plus la projection, c'est-à-dire le moment où l'on imagine ce que pourra être le festival, mais bien la préparation concrète. Celle-ci est mise en œuvre au sein de l'association FTR2, mais également dans le cadre d'un enseignement accessible à des étudiants de différents masters et apportant du contenu théorique sur le thème choisi pour permettre l'implication de chacun selon ses envies (modération d'une table ronde ou d'une rencontre, logistique, gestion de la communication, rédaction d'articles, création de podcasts, et bien d'autres choses encore). Autrement dit, une fois novembre arrivé, tout est déjà plus que prêt, et tout le monde n'a qu'une seule envie : passer à l'action.

On peut donc considérer que l'événement du festival s'inscrit comme « temps fort » au sein d'une temporalité plus longue. Pensé comme un événement sur plusieurs jours, le format suppose une haute intensité actionnelle et émotionnelle qui trouble la perception du temps : ce moment d'acmé au cœur de l'année universitaire paraît très éphémère - Michel Le Bris, organisateur du festival Étonnants Voyageurs cité plus haut, faisait le même constat - et semble s'achever en un instant.

En définitive, s'impliquer dans l'organisation d'un tel événement permet de croiser plusieurs temporalités parfois contradictoires à l'université : le calendrier universitaire lui-même, avec son organisation en quinconce sur deux années calendaires et ses périodes de congés et d'examens, pendant lesquels les étudiants ne sont pas disponibles ni mobilisables, mais aussi le calendrier des partenaires culturels internes et externes à l'université, qui planifient leur programmation plus d'un an à l'avance. Ces temporalités multiples se rejoignent dans le temps de l'événement.

Notes de l'article

- 1 Voir la rubrique « Notre histoire » du site etonnants-voyageurs.com.
- 2 D'après la transposition proposée par M. Fréchette, «Compte rendu de Millicent Weber», *Literary Festivals and Contemporary Book Culture*, Cham (Suisse), Palgrave Macmillan, 2018, *CONTEXTES*, Note de lecture hors dossier, 2020.
- 3 Jean Cléder, Timothée Picard, Audrey Giboux, Gaëlle Debeaux, Marianne Di Benedetto, Clémence Aznavour, Adeline Latimier-Ionoff, Emmanuel Buron, Frank Wagner, Laura Naudeix, Emmanuel Parent, Michaël Attali.
- 4 Juliette Thomas a fondé la structure Les Mots Dits, qui anime des ateliers d'écriture pour différentes institutions culturelles du territoire rennais.

Références bibliographiques

- O. Rosenthal et L. Ruffel, «La littérature exposée. Les écritures contemporaines hors du livre», *Littérature*, vol. 4, n ° 160, 2010.
- O. Rosenthal et L. Ruffel, «La littérature exposée 2», $\it Littérature, vol. 4, n^{\circ}$ 192, 2018.
- G. Sapiro, M. Picaud, J. Pacouret *et al.*, «L'amour de la littérature: le festival, nouvelle instance de production de la croyance. Le cas des Correspondances de Manosque», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1-2, n° 206-207, 2015.
- M. Weber, *Literary Festivals and Contemporary Book Culture*, Cham (Suisse), Palgrave Macmillan, 2018.

Le portugais à l'Université Rennes 2 : histoire de l'évolution d'une discipline

Luciane Boganika*

Parler de la création ou la disparition de l'enseignement d'une langue étrangère au sein de l'université, de sa promotion, et des enjeux liés à son maintien, revient à aborder la politique linguistique. Autrement dit, cela implique de discuter des décisions qui impactent les relations entre langue(s) et société, des choix gouvernementaux aux initiatives des acteurs sociaux tels que les universités. Dans ce contexte, notre intérêt se porte d'abord sur la fondation de l'enseignement du portugais en France, mettant en évidence le rôle essentiel joué par l'ancêtre de l'Université Rennes 2, l'Université de Rennes. La situation actuelle du portugais et sa promotion seront ensuite évoquées à travers la question de l'internationalisation à l'Université Rennes 2.

En 1921, l'Université Rennes 2 a été la première université à recevoir officiellement un lecteur portugais dans une institution étrangère, grâce à une subvention du gouvernement portugais. Un rôle pionnier dans la trajectoire du portugais qu'elle continue aujourd'hui de jouer, à travers la création de la chaire Mario Soares et la collaboration avec les fonds documentaires de cette institution.

Pour étayer notre argumentation, nous nous appuyons sur la perspective d'Anne-Marie Quint, professeure émérite de l'université Paris-Sorbonne, telle qu'elle apparaît dans un récent ouvrage¹ où elle confère au portugais le statut de discipline « majeure ». Quint reprend une discussion sur les notions de discipline « majeure » et « mineure », prolongeant ainsi la réflexion initiée par Paul Teyssier dans les années 1980. Lors de la conférence inaugurale du colloque sur l'enseignement et l'expansion de la littérature portugaise en France, organisé en 1985 par la Fondation Calouste Gulbenkian, il aborde l'idée selon laquelle le portugais dans les universités françaises est considéré comme une discipline « mineure ». Selon lui, les responsables du portugais « ont le sentiment d'appartenir à une discipline mineure, dont les besoins et les aspirations ne sont jamais sérieusement pris en compte dans leurs universités »2, suscitant ainsi des interrogations sur la place accordée à cette discipline.

En associant les discussions de Teyssier et Quint à des événements, nous esquissons les contours de l'évolution de l'enseignement et de la recherche du portugais, depuis ses débuts historiques jusqu'aux débats contemporains, renforçant, comme le souligne Quint, l'idée que le sentiment évoqué par Teyssier appartient au passé, étant donné que le portugais est désormais une discipline « majeure ».

L'enseignement du portugais en France

En 1918, durant la troisième Semaine de l'Amérique latine à Bordeaux, Ernest Martinenche, le titulaire de la chaire d'espagnol de la Faculté des Lettres de Paris, annonça la création d'un enseignement de portugais. Cette initiative se fit réalité l'année suivante à l'Université Paris-Sorbonne, grâce à une subvention du gouvernement portugais ; Georges Le Gentil (1875-1953), normalien, détenteur de l'agrégation de lettres et d'un doctorat ès lettres, qui se vit confier une mission de recrutement d'ouvriers au Portugal entre 1916 et 1919, devint alors le fondateur de cet enseignement au sein de l'université française. Dans un premier temps, il fut chargé d'enseigner la langue et la littérature portugaises, ainsi que le portugais oral pour l'agrégation d'espagnol, qui devint une épreuve complémentaire et optionnelle la même année. À partir de 1922, Le Gentil enseigna également la littérature brésilienne, ce qui permit à l'Université de Paris de délivrer le « Certificat d'études portugaises et brésiliennes ». En 1935, la charge de cours fut transformée en maitrise de conférences, puis en chaire magistrale en 1936.

^{*} Docteure en sciences du langage, membre de l'Équipe de recherche interlangues : mémoire, identité, territoires (ERIMIT). Encadrement du stage postdoctoral : Chrystelle Fortineau-Brémond (Université Rennes 2) et Jefferson Evaristo (Universidade do Estado do Rio de Janeiro).

Chaire Mario Soares

Né à Lisbonne en 1924, Mário Soares, opposant au régime salazariste et exilé en France depuis 1970, co-fonda le Parti socialiste portugais en 1973. Il occupa ensuite les postes de ministre des Affaires étrangères en 1975 et de Premier ministre au sein d'un gouvernement de coalition en 1976. Son engagement politique culmina avec son élection à la présidence de la République en 1986, un mandat prolongé par sa réélection en 1991.

Mario Soares et l'université Rennes 2

La collaboration entre Mário Soares et l'université Rennes 2 trouve ses racines dans les années 1970. Alors exilé, entre 1971 et 1973, il dispensa des cours au sein du département de portugais, placé sous la direction de Jean-Michel Massa. Cette collaboration fut officiellement reconnue le 18 juin 1977, alors qu'il occupait le poste de Premier ministre. À cette occasion, Mário Soares se vit décerner les insignes de docteur honoris causa, devenant ainsi le premier à recevoir cette distinction au sein de l'université Rennes 2. En 2021, pour marquer le centenaire de l'enseignement du portugais initié par Sizenando Raimundo Chagas Franco, une chaire dédiée à l'ancien président de la République portugaise a été établie. Cette initiative, formalisée et entérinée le 14 décembre 2021 dans le cadre d'un protocole de coopération avec l'institut Camões, vise à élargir l'offre d'études sur la langue portugaise et les cultures de pays de langue portugaise.

Chaire Mario Soares et les fonds documentaires de Rennes 2

À la suite de la création de la chaire Mario Soares, un travail avec le fonds Bernardino Chiche, le fonds Chagas Franco et le fonds Paulo Osório a été prévu. Le premier, le fonds Bernardino Chiche, fait actuellement l'objet d'un travail de recherche mené par Pauline Champagnat, spécialiste en littératures africaines de langue portugaise et ancienne doctorante de Rita Olivieri-Godet, professeure émérite de Rennes 2. Cette recherche est réalisée sous la direction du professeur André Belo, responsable scientifique de la Chaire, et de la directrice du département de portugais, Mireille Garcia.

Après ses premiers pas à l'Université de Paris, le portugais s'étendit et se développa dans d'autres universités françaises. L'Université de Rennes ouvrit ses portes à cette langue en 1921, suivie par les universités de Toulouse en 1931, Bordeaux en 1932, Montpellier en 1934, Poitiers en 1935 et en 1938, l'Université de Nice. L'Université d'Aix

commença à offrir des cours de portugais en 1950, puis ce fut au tour des universités de Lyon, Nantes et Grenoble en 1958. Enfin, en 1960, l'Université de Caen proposa également ses propres cours de portugais.

Le portugais a également progressivement conquis sa place dans l'enseignement secondaire. En 1919, il a été introduit comme option à l'agrégation d'espagnol, puis en 1921 à l'agrégation d'italien. Une tentative initiale d'entrée du portugais au lycée a eu lieu en 1939, mais a été reportée en raison des événements de la Seconde Guerre mondiale. Les débuts effectifs de l'enseignement du portugais n'ont eu lieu qu'en 1950, avec quelques heures de cours dans quatre établissements scolaires. Cette expérimentation a concerné le lycée Henri IV à Paris, le lycée Camille Guérin à Poitiers, le lycée Raymond Naves à Toulouse et le lycée Alphonse Daubet à Nîmes. Les années 1970 ont représenté un moment crucial, avec la création du Capes (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) de portugais en 1970 et de l'agrégation en 1973. Cela a représenté une avancée significative pour le développement de l'enseignement de la langue au sein du système éducatif français, en conférant à cette discipline le même statut que d'autres langues déjà enseignées, telles que l'allemand, l'anglais, l'arabe, l'espagnol, l'italien et le russe.

La fondation de l'enseignement du portugais à l'Université de Rennes

La création de la chaire de portugais à Rennes a été le résultat d'un concours de circonstances historiques. Le républicain Sizenando Raimundo Chagas Franco, introducteur de l'enseignement du portugais à l'Université de Rennes (1921-1940), a témoigné dans un article intitulé « La chaire portugaise à la Faculté des Lettres de Rennes - son origine, sa création, son développement »3 des premiers pas de cet enseignement à Rennes. Le comte de Penha García, décrit par Chagas Franco comme un conférencier exquis, avait donné des conférences sur l'histoire et la littérature du Portugal en France et en Suisse, et notamment à l'Université de Rennes, en 1917, dans le cadre d'une campagne d'influence portugaise à l'étranger. À la suite de cette conférence, Chagas Franco est appelé par la Sociedade de Propaganda de Portugal en 1920, car le recteur, Gérard Varet, et le doyen de la faculté de lettres, Georges Dottin, souhaitaient initier des cours de portugais à l'Université de Rennes.

Ainsi, grâce à une subvention du gouvernement portugais et avec le soutien financier de l'Université de Rennes, deux ans seulement après que l'Université de Paris ait mis en place les cours de portugais, Chagas Franco arrive à Rennes en février 1921. Il précise être le « premier professeur portugais à venir officiellement en France ».

Dans son article, Chagas Franco exprime son enthousiasme face au développement de l'enseignement du portugais à Rennes, en soulignant que la création du certificat d'études portugaises en 1926 a eu un impact positif sur les étudiants : « Cela a encouragé les étudiants. Peu à peu, ils sont devenus plus nombreux. » Et il précise que le nombre d'étudiants suivant ses cours cette année-là était de « 16 étudiants à la faculté des lettres, 80 élèves au lycée de garçons, 9 au lycée de jeunes filles ».

Enseignement du portugais et internationalisation à Rennes 2

Lorsque l'on évoque la promotion des langues étrangères en contexte universitaire, il faut prendre également en compte l'intérêt que portent les institutions et les gouvernements à l'encouragement de l'enseignement de tel ou tel idiome. À l'Université de Rennes, en 1921, Chagas Franco a pu développer l'enseignement et la recherche en langue portugaise grâce à la volonté de l'université d'accueil ainsi qu'à l'intérêt de son gouvernement pour la promotion de la langue portugaise en France. En 1952, c'est le gouvernement brésilien qui envoie son premier lecteur à l'Université de Paris. Celso Cunha, professeur réputé, philologue et essayiste brésilien, est le premier lecteur envoyé par le gouvernement brésilien dans une université étrangère.

Un siècle après les débuts de l'enseignement du portugais dans l'université française, la promotion de cette langue continue de passer par l'internationalisation. Sujet central dans les établissements d'enseignement supérieur, elle témoigne de l'influence croissante de la mondialisation. En effet, nous observons actuellement une demande croissante de partenariats entre les universités, qui se traduit par des projets de coopération scientifique et par des accords de mobilité pour les étudiants, enseignants et personnels administratifs.

Dans le cas de l'Université Rennes 2, il faut souligner l'importance des partenariats avec des universités portugaises telles que l'Universidade do Minho, l'Universidade de Coimbra, l'Universidade do Porto et l'Universidade de Lisboa. Ont également été conclues des conventions bilatérales avec des universités brésiliennes telles que l'Universidade Federal Fluminense, l'Universidade do Estado do Rio de Janeiro, l'Universidade Federal do Rio de Janeiro et l'Universidade Estadual de Feira de Santana pour ne citer que quelques exemples.

Les accords avec les universités brésiliennes ont permis à 15 étudiants de réaliser une mobilité doctorale entrante entre 2019 et 2021, et cinq thèses ont été soutenues en cotutelle entre 2018 et 2022. Les étudiants ont également

eu la possibilité de participer à des mobilités sortantes, avec 21 échanges effectués depuis 2019, vers des universités telles que Universidade de São Paulo, Universidade Federal de Minas Gerais, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Universidade Federal Fluminense et Universidade Federal de Brasília. Pour l'année universitaire 2022-2023, quatre étudiants ont été envoyés dans les universités de Minho, d'Algave et de Porto, au Portugal.

Ces collaborations internationales permettent de renforcer les liens entre les établissements d'enseignement supérieur des différents pays et contribuent notamment à donner une plus grande visibilité à la recherche en portugais. Bien que l'impact direct de l'internationalisation sur l'enseignement du portugais dans les universités françaises soit un sujet qui nécessite davantage de discussions, il est possible d'affirmer que les actions menées dans le domaine des échanges de savoirs en matière de recherche sont solides. À titre d'exemple, on peut mentionner que la mise en place de la chaire des Amériques ainsi que de la chaire internationale en humanités et en sciences sociales a permis l'invitation de 11 professeurs et chercheurs brésiliens à Rennes 2 depuis 2018. Cette initiative a favorisé un véritable échange de savoirs et contribué à la consolidation des partenariats entre ces deux pays, à travers de nombreuses actions conjointes telles que la co-organisation de journées d'études ou de colloques ou la direction scientifique d'ouvrages.

Quelle place pour le portugais dans le monde universitaire actuel ?

L'enseignement universitaire et l'enseignement secondaire entretiennent des liens étroits, notamment d'un point de vue historique. En 1919, le portugais était proposé en option, aux côtés de l'italien et de l'arabe, pour l'agrégation d'espagnol. Par la suite, en 1938, il est devenu une épreuve obligatoire pour l'agrégation d'espagnol, avant que ne soit créée, en 1974, l'agrégation de portugais. L'intégration initiale du portugais dans les examens d'agrégation d'espagnol, ainsi que l'instauration d'un concours pour l'enseignement du portugais dans le secondaire, étaient directement liées à la promotion du portugais au sein des universités françaises pendant cette période.

Concernant la situation actuelle, on ne peut passer sous silence le faible nombre de postes proposés dans les concours du Capes et de l'agrégation. Depuis 2016, après une absence du concours externe pour le portugais pendant sept ans, le nombre de postes pour cette discipline varie entre trois et cinq pour le Capes externe, et depuis 2017, sept postes par an pour le Capes interne. Les chiffres sont encore plus décourageants pour l'agrégation, pour laquelle il n'existe

Les fonds documentaires de Rennes 2

La bibliothèque de l'Université Rennes 2 abrite un fonds substantiel de plus de 3000 documents dédiés aux pays africains de langue portugaise et portant le nom de **Bernardino Chiche**, en hommage à Bernardino Carlos dos Santos Chiche, ancien étudiant de Rennes 2 et interprète officiel du premier président de la République populaire du Mozambique indépendante Samora Moisés Machel, entre 1975 et 1986. Ces documents faisaient initialement partie de la bibliothèque des professeurs du département de portugais, Jean-Michel et Françoise Massa, précurseurs dans les études sur les pays africains de langue portugaise, et qui ont constitué une bibliothèque d'une grande importance qu'ils ont ensuite léguée à l'université de Rennes

Elle abrite les archives de Francis Ruellan, léguées à l'université par Madame Ruellan et son fils Alain Ruellan en 1978. Ce fonds comprend environ 800 ouvrages et 400 périodiques. Francis Ruellan, professeur à l'université de Rennes, était un géographe dont la recherche s'orientait principalement vers la géomorphologie et l'interprétation géographique. Comme le souligne Jean-Michel Massa⁶, ce fonds constitue une source précieuse sur le Portugal et le Brésil des années 1940 à 1960, mettant particulièrement l'accent sur sa période passée au Brésil, entre 1941 et 1957.

La bibliothèque de Rennes 2 abrite également les archives de **Sizenando Raimundo Chagas Franco**, léguées à l'université par Madame Chagas Franco. Il fut le premier lecteur envoyé par le gouvernement portugais en France et un pionnier de l'enseignement du portugais à Rennes 2, débutant ses enseignements à la faculté de lettres en 1921. Le fonds est constitué d'une cinquantaine d'ouvrages, des cahiers manuscrits de ses œuvres ainsi que des textes de ses conférences et des documents personnels.

Le fonds **Paulo Mendes Osório** a été légué à Rennes 2 par sa fille. Paulo Mendes Osório, ancien secrétaire du Premier ministre João Franco, journaliste et attaché de presse à l'Ambassade du Portugal à Paris pendant la Seconde Guerre mondiale, est devenu correspondant pour plusieurs journaux portugais et a publié *Paris-Noticiais*. Ce fonds comprend des coupures de presse portugaises et étrangères, une trentaine de carnets avec des recueils de coupures de presse, dont la plupart ont été écrites par lui et signées de pseudonymes divers, ainsi que plus de 400 ouvrages. Il est également important de noter que, en raison de son poste politique, Paulo Osório a reçu plusieurs livres dédicacés de personnalités politiques, notamment du dictateur António de Oliveira Salazar.

plus de concours externe depuis 2015. L'agrégation interne a été rétablie en 2022 après quatre années sans poste, et avec seulement deux places mises au concours.

À l'université, bien que l'enseignement du portugais soit présent depuis plus de 100 ans, il est principalement dispensé dans le secteur du Lansad (Langues pour spécialistes d'autres disciplines), avec 32 universités proposant des cours de langue portugaise aux étudiants non spécialistes, selon une étude menée en 2020⁴. En ce qui concerne les formations diplômantes, seules 13 universités proposent une licence mention Langues, littérature et civilisations étrangères et régionales (LLCER) en portugais, et 19 universités offrent une formation en langues étrangères appliquées (LEA). Quant aux études doctorales, huit universités seulement proposent des programmes de recherche.

Ces données suscitent évidemment des interrogations quant à la place actuelle du portugais dans le monde universitaire, même s'il est difficile d'y répondre de manière catégorique. Cependant, en considérant l'historique du portugais en France et la vigueur de la recherche et de l'internationalisation dans cette discipline, grâce aux efforts incessants des enseignants, on ne peut que souscrire à l'analyse de Quint, pour qui « la langue portugaise est une discipline majeure »⁵.

Notes de l'article

- 1 A.-M. Quint, «L'enseignement du portugais dans l'université française depuis sa création», *Commémoration du centenaire de l'enseignement du portugais dans l'université française : Sorbonne 1919-2019*, Paris, Éditions hispaniques, 2021, p. 53-58.
- 2 P. Teyssier, «La langue et la littérature portugaises dans l'enseignement universitaire français: passé, présent, avenir», L'Enseignement et l'expansion de la littérature portugaise en France, Actes du Colloque, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1986, p. 20.
- **3** S. R. Chagas Franco, «La chaire portugaise à la Faculté des Lettres de Rennes son origine, sa création, son développement », *Bulletin des études portugaises et de l'institut français au Portugal*, 7(1), 1940, p. 111. (Toutes les citations qui suivent sont issues de cet article).
- 4 L. Boganika, K. Bernardon de Oliveira, «L'enseignement du portugais dans le système universitaire français», *Revista Letras Raras*, 9(4), 2020, p. 106-120.
- **5** *Op. cit.*, p.55.
- 6 Trois fonds portugais et brésilien: S. Chagas Franco, P. Osório, F. Ruellan. Université de Haute-Bretagne. Centre d'études portugaises, brésiliennes et de l'Afrique lusophone. Avant-propos J.-M. Massa, 1980, p. 5-6.

Sphères et transferts

Premier séminaire inter-équipes de l'UFR Langues

Fanny Hervé-Pécot*, Yann Verney** et Franck Barbin***

Le premier séminaire inter-équipes de l'UFR Langues s'est tenu le 13 octobre 2023, sur le thème des sphères et transferts. L'objectif de cet évènement était de décliner cette thématique sous différents angles théoriques. En misant sur l'interdisciplinarité, la recherche se voit grandie par la collaboration entre individus. Elle les encourage ainsi à sortir de leur domaine d'expertise et à se confronter à d'autres visions. Elle autorise le dialogue entre les outils et concepts propres à chaque discipline (Mathurin, 2002). La recherche s'enrichit ainsi de l'apport de chaque domaine. La mobilisation de personnes, de concepts et d'outils crée de fait des espaces de dialogues entre enseignants-chercheurs.

Le séminaire inter-équipes de l'UFR Langues vise à stimuler la rencontre et le croisement de nos disciplines, cadres méthodologiques, thématiques et aires disciplinaires. La mise en place de ce séminaire s'inscrit dans la volonté de valoriser la recherche en langues au sein de notre université et de favoriser les rapprochements interdisciplinaires entre collègues enseignant et/ou faisant de la recherche au sein de l'UFR Langues, quel que soit leur statut (PU, MCF, doctorants, ATER, PRAG, PRCE) ou le rattachement de leur unité de recherche (UFR Langues, autres UFR, autres universités, autres structures telles que le Centre de Langues ou le CIREFE). Nous souhaitions ainsi susciter des communications à deux voix qui explorent les interactions entre nos recherches en laissant bien entendu la porte ouverte à un format de communication plus classique.

Le premier séminaire inter-équipes de l'UFR Langues qui s'est tenu le 13 octobre 2023 a abordé le thème de sphères et transferts. L'objectif de cet évènement était de décliner cette thématique sous différents angles théoriques. La sphère est à considérer comme un domaine de connaissances ou d'espaces en construction autour de concepts ou de motifs qui tendent à se structurer autour d'un nœud central. Le transfert doit être vu dans la perspective d'un

Six communications inscrites dans divers champs de recherche (littérature bretonne ancienne et contemporaine, didactique des langues en anglais, chinois et français, langues et cultures étudiées au prisme du multiculturalisme) ont contribué à illustrer différents aspects de la thématique de la journée. Les communications ont été précédées d'une brève présentation des projets des quatre unités de recherche rattachées à l'UFR afin de mieux appréhender toute la richesse des travaux menées autour et sur les langues à Rennes 2.

Les sphères comme espaces et territoires à explorer : rapprocher les cultures

La première thématique s'est dégagée autour des interactions entre sphères ou au sein d'une même sphère et des dynamiques ainsi engendrées : soit on œuvre pour un rapprochement entre sphères visant à des croisements interculturels, soit on constate un renfermement des sphères sur elles-mêmes.

déplacement ou de transmission de connaissances, de concepts et de pratiques. Cet axe thématique suppose un déplacement entre deux espaces (sphères ou territoires), sur le mode volontaire ou subi, qui implique des transformations de tout ordre, sur le plan personnel ou collectif. Il s'agit de penser ce passage selon un prisme pluridisciplinaire (culturel, politique, linguistique, économique), dans nos différentes aires culturelles et linguistiques. Les transferts de la sphère privée à l'espace public transforment ce dernier en espace d'émancipation, de protestation ou de contestation, d'exposition, de création ou d'invention.

^{*} Doctorante en linguistique et didactique des langues (direction de thèse: Élisabeth Richard), membre de l'UR Linguistique, ingénierie, didactique des langues (LIDILE). ** Doctorant en cultures et langues régionales (direction de thèse: Erwan Hupel), membre du Centre d'études des langues, territoires et identités culturelles – Bretagne et langues minoritaires (CELTIC-BLM). *** Maître de conférences en traduction anglaise, membre du LIDILE.



«Pour l'affiche de l'événement, cette photographie de Josh Sorenson a été choisie pour son symbolisme et son potentiel d'interprétation. Elle semble capturer les notions d'exploration et de transformation intellectuelles, linguistiques et culturelles au cœur de ce séminaire. Le paysage combinant ciel, terre et mer représente l'immensité et la complexité de l'univers du savoir, avec ses vastes étendues de connaissances à explorer, à questionner et à comprendre. Il se trouve toutefois déformé en traversant la sphère centrale, signe de frontière et de transcendance, incarnant la manière dont les idées et les connaissances peuvent être interprétées, transformées et appliquées en changeant de contexte ou de paradigme.»

Cédric Choplin et Myriam Guillevic ont abordé la notion de sphère en tant que territoire et espace d'appartenance à travers les mots « KÊR » et « BRO ». Le premier représente la sphère de l'intime, la maison, le village. Le second, quant à lui, dénote le territoire, le pays. Les transferts dans la littérature bretonne entre les deux s'expriment notamment dans les déplacements. Ils ont souligné l'importance du voyage dans la culture bretonne, riche en récits de séjours en terres lointaines remontant jusqu'au XVIII^e siècle, pour évoluer vers des écrits visant à mettre en valeur les parentés entre les cultures. Leur analyse a permis de montrer que la littérature bretonne, loin de ne s'intéresser qu'à la sphère de l'intime, témoigne d'un véritable intérêt pour les autres cultures.

C'est cette même question du rapprochement des cultures que Donia Touihri-Mebarek a développé, mais sous l'angle de la notion de transnationalité au Royaume-Uni, territoire en pleine crise identitaire depuis le début des années 2000. La sphère est ici questionnée sous l'angle de l'espace communautaire ou trans-communautaire. Elle y a

interrogé la complémentarité des concepts de transnationalisme et d'intégration, par l'analyse des défis et synergies de ces concepts. Il a donc été question de rencontres entre les peuples, mais cette fois sur un seul et même territoire. Il s'agissait d'explorer le terrain du sentiment d'appartenance des minorités ethniques à la nation britannique et la perception de leur identité.

William Keheller nous a plongé dans la sphère de l'intime pour là encore proposer une piste de réflexion sur la gestion de l'interaction avec l'Autre ; il nous a invité à explorer l'idée du « poise » anglais dans l'analyse de la gestion de l'économie conversationnelle. Après avoir donné quelques repères étymologiques et insisté sur les différentes significations du terme, il a présenté quatre niveaux d'analyse de ce phénomène (micro, méso, macro, méta) pour en dégager des pistes d'exploitation pour l'enseignement-apprentissage des langues et ainsi contribuer à améliorer les interactions par une maîtrise plus fine des caractéristiques des échanges en langue cible. Ces quatre niveaux d'analyse ont été développés à partir d'une situation entre locuteurs lors d'une mise en récit.

Les sphères sujets et objets de l'enseignement-apprentissage des langues : rapprocher les pratiques

Les sphères ont également été envisagées en tant que domaines de connaissances disciplinaires pour amener une réflexion sur l'enseignement-apprentissage des langues-cultures. Elle a donné lieu à trois applications concrètes dans le champ de la littérature bretonne, de l'apprentissage du chinois et de la didactique du français langue étrangère.

La recherche menée par Yann Verney a permis une jonction entre deux approches de la notion de sphère : l'objet littérature bretonne est appréhendé à la fois en tant que territoire délimitant sa construction et en tant que domaine de connaissance. Yann Verney a exploré la littérature religieuse de l'aire dialectale vannetaise du XIXe siècle au travers des concepts de territoire, de sphère et de transfert pour montrer comment cette sphère s'est construite tout au long du siècle. La sphère prise dans cette perspective peut être entrevue comme synonyme de système ou polysystème. Il a aussi exposé les différents transferts qui l'animent, ceux entre la sphère sociale et la sphère littéraire et ceux au sein de la sphère littéraire. Ses analyses l'ont amené à décrire certains déplacements et dynamiques qui affectent cet espace et permettent l'émergence et la construction d'un système littéraire.

C'est le système linguistique, cette fois, qui a encouragé Bernard Allanic à nous emmener en Chine pour nous faire le récit de ses explorations des méthodes d'enseignement

de la lecture et de l'écriture aux écoliers et adultes illettrés chinois. Les sphères de l'enseignement de la lecture et de l'écriture en langue maternelle d'un côté, et de l'apprentissage des langues étrangères de l'autre, sont généralement séparées en raison des différences fondamentales entre les apprenants. Cependant, le chinois mandarin se distingue en tant qu'exception en raison de sa nature non alphabétique, obligeant les élèves à mémoriser plusieurs centaines de caractères dès les premières années du primaire. Malgré un avantage en termes de connaissance préalable du lexique oral, la mémorisation de l'écriture des caractères reste une difficulté pour les apprenants chinois. Bernard Allanic a analysé plusieurs méthodes de chinois dont une particulièrement intéressante, axée sur la mémorisation de caractères. Il a juxtaposé les pratiques observées à celles de l'enseignement du chinois langue étrangère pour élaborer une méthode de chinois pour public sinophone, assurant, grâce au transfert didactique opéré, un développement efficace des compétences lexicales en chinois mandarin.

Dolly Ramella et Fanny Hervé-Pécot se sont fait l'écho de la question des transferts didactiques en la couplant à la notion de transferts pédagogiques dans un tout autre contexte : celui du monde virtuel Rennes 2D, l'une des composantes de l'Espace des Langues de notre université. Ce nouvel espace a introduit trois espaces collaboratifs multimodaux pour promouvoir les interactions dans l'enseignement-apprentissage des langues, transcendant les sphères traditionnelles : une bibliothèque des langues, un tiers-lieu, une salle immersive et un monde virtuel. La réalisation de ce projet suscite une réflexion approfondie sur l'appropriation spatiale, physique et virtuelle, ainsi que sur le transfert didactique et pédagogique des savoirs via les interactions orales et écrites, synchrones ou asynchrones entre différents publics. Dolly Ramella et Fanny Hervé-Pécot se sont concentrées sur le monde virtuel et ont expérimenté la co-construction d'escape games pédagogiques, pour mettre en lumière les interactions avec et dans l'espace des différents acteurs s'y rencontrant. Leur analyse a révélé le potentiel collaboratif de cet espace, dans lequel se croisent différentes sphères de l'université (enseignants, étudiants, ingénieurs pédagogiques), et un transfert didactique et pédagogique rendu plus horizontal par la libre circulation des usagers et leur co-présence sous forme d'avatars.

Conclusion

Ce premier séminaire a donné lieu à de riches échanges autour des concepts de « sphères » et de « transferts », que ce soit par l'analyse approfondie des sphères en tant que territoires, communautés, objets ou espaces d'apprentissage, ou par l'étude des transferts qui s'y opèrent. Les six

communications ont révélé la polyvalence de ces concepts tout en montrant la pertinence pour les réflexions sur les langues-cultures et leur enseignement et apprentissage. Les intervenants ont appréhendé la sphère en tant qu'espace complexe, où se croisent les dimensions intimes, territoriales, culturelles et linguistiques. Pour certains, il s'agit d'interpréter les dynamiques interculturelles, liées à l'identité et au sentiment d'appartenance à un groupe, et d'améliorer les interactions à différents niveaux ; pour les autres, les transferts sont réalisés dans des contextes d'apprentissage et des disciplines variés, allant de la littérature du XIX^e siècle au jeu d'évasion virtuel, d'un espace régional local (la Bretagne) à la Chine, vaste espace éloigné de notre culture pour terminer dans un espace sans délimitation territoriale et à la fois proche et éloigné de nous, le monde virtuel.

En somme, les notions de « sphères » et de « transferts » s'avèrent constituer des éléments théoriques puissants pour appréhender les interactions linguistiques, culturelles, éducatives et sociales qui se jouent dans nos disciplines et offrent ainsi des perspectives stimulantes à la recherche en langues.

Références bibliographiques

B. Allanic, Bernard, *Le chinois... comme en Chine. Méthode de langue et d'écriture chinoises*, Rennes, PUR, 2023.

C. Choplin, «Les nouveaux aspects de la littérature en langue bretonne», *Bien dire et bien aprandre*, vol.27, 2012, p. 43-54.

M. Guillevic, «Être "jaune" ha "melen", ur bed a arlivioù' », Hor Yezh, vol. 313-314, 2023, p. 33-52.

W. Kelleher, «Moving through a moving (storied) world: small stories and their contribution to ethnographic studies of place», *Small stories research: Tales, tellings & tellers across contexts*, London, Routledge, 2022.

C. Mathurin, «Aspects de l'interdisciplinarité: essai de reconstitution d'un débat», *L'interdisciplinarité et la recherche sociale appliquée. Réflexions sur des expériences en cours*, Université de Montréal/Université Laval, 2002, p. 7-39.

D. Touihri-Mebarek, «Migrants in the city: Rethinking the governance of integration in an age of "super-diversity" », Angles, vol. 15, 2022.

Palimpseste

sciences · humanités · sociétés recherche à l'université rennes 2

Directeur de la publication:

Vincent Gouëset, président de l'université Rennes 2

Rédacteur en chef:

Bruno Élisabeth, vice-président Culture et documentation

Secrétariat de rédaction et réalisation graphique :

Anaïs Giroux

Maquette graphique:

Atelier Wunderbar

COMITÉ ÉDITORIAL

Représentantes de la commission de la recherche du conseil académique:

Agathe Dirani Fabienne Dumont Gaëlle Sempé Camille Veit

Représentants des unités de formation et de recherche:

Audrey Giboux (UFR Arts, lettres, communication)
Stéphane Héas (UFR Sciences et techniques des activités physiques et sportives)
Claudia Desblaches (UFR Langues)

Représentants de l'équipe de direction:

Hugo Bourbillères (chargé de mission « Sports et Jeux olympiques & paralympiques 2024 »)

Bruno Élisabeth (vice-président Culture et documentation)

Benoît Feildel (vice-président Sciences et société)

Emmanuel Guiselin (vice-président Ressources humaines, dialogue social)

Gaïd Le Maner-Idrissi (vice-présidente Recherche)

Représentants des doctorants:

Dario Alparone (Éducation, Langage, Interactions, Cognition, Clinique, Expertise) Anthony Forestier (Espaces, Sociétés, Civilisations (ESC))

Services

Sarah Dessaint (service culturel) Élise Meyer (service commun de documentation) Anaïs Giroux (service communication)

Direction des Champs libres

Corinne Poulain

Ce numéro de *Palimpseste* a été imprimé sur les presses de la DILA (26, rue Desaix, 75015 Paris) en juin 2024 pour le compte de l'université Rennes 2.

La version numérique est disponible à l'adresse suivante : www.univ-rennes2.fr/recherche/palimpseste issn 2680-4549 (imprimé) • issn 2592-6705 (en ligne) • dépôt légal : juin 2024



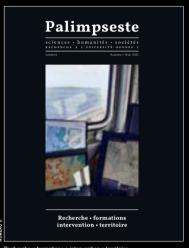
Place du recteur Henri Le Moal CS 24307 - 35043 Rennes cedex +33 (0)2 99 14 10 00 www.univ-rennes2.fr

Palimpseste

sciences • humanités • sociétés



Penser le "monde d'après" avec les chercheurs en sciences humaines et sociales



Recherche • formations • intervention • territoire



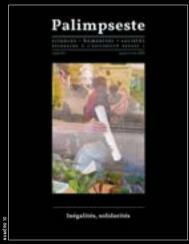
Penser les relations humains • non-humains



Où en est le genre?



Nature/culture:comment changer?



Inégalités / solidarités

Télécharger la version numérique de *Palimpseste* sur <u>www.univ-rennes2.fr/recherche/palimpseste</u>

Demander la version imprimée des anciens numéros en précisant la quantité souhaitée à: service-communication@univ-rennes2.fr

PALIMPSESTE:

grec παλίμψηστος (palimpsèstos)
« qu'on gratte pour écrire à nouveau »

Les temporalités événementielles

Ambitionnant de dépasser l'actualité olympique et le bruit médiatique qui l'impose dans l'espace public, ce numéro de *Palimpseste* questionne les différents ressorts à l'œuvre dans les temporalités événementielles.

La consubstantialité des notions « temporalité / événement » offre une approche potentiellement féconde pour comprendre son rôle, sa signification et les effets plus ou moins durables qu'il engendre sur les territoires, les organisations et les individus. Ce numéro, en traitant la thématique de l'événement au prisme des temporalités qui le jalonnent, propose de faire les pas de côtés indispensables à la compréhension de cet objet d'étude stimulant.

Varia

Le portugais à l'Université Rennes 2 : histoire de l'évolution d'une discipline

Sphères et transferts. Premier séminaire inter-équipes de l'UFR Langues

